

Renforcer les moyens d'existence des jeunes et l'innovation des entreprises à l'ère numérique en Afrique

**Gituku Ngene, Melanie Pinet et Christopher Maclay,
avec Sanyu Phiona et Emilie Tant**

Juillet 2021

Messages clés

Le nombre croissant et la diversité des plateformes numériques en Afrique sont en train d'ouvrir de nouvelles perspectives économiques aux jeunes travailleurs du continent. Toutefois, elles risquent de ne pas suffire pour répondre aux besoins d'emploi des jeunes. Le Covid-19 a stimulé certains secteurs, mais en a fragilisé d'autres où une collaboration en présentiel était exigée. Pour résoudre ces problèmes, l'écosystème numérique des jeunes entreprises devra être plus robuste afin de renforcer l'innovation et la viabilité des plateformes numériques africaines.

Les plateformes collaboratives de jumelage emploi-travailleur ou tâche-travailleur offrent aux jeunes gens de la souplesse, de faibles barrières à l'entrée sur le marché du travail et une alternative à l'emploi informel, bien que la quantité de travail l'emporte souvent sur sa qualité. Les effets omniprésents du Covid-19 ont mis en évidence le besoin urgent que les plateformes et les gouvernements offrent aux travailleurs à la tâche une protection professionnelle et sociale de base.

Les gouvernements pourraient faire plus pour renforcer et soutenir l'écosystème au sein duquel les solutions numériques pour l'emploi peuvent se développer. Pour ce faire, ils doivent axer leurs efforts sur la connectivité Internet, le développement des infrastructures, les compétences numériques et un cadre réglementaire adapté afin de favoriser l'innovation tout en gérant les risques. Les programmes de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME), notamment les allègements fiscaux et les campagnes de sensibilisation, constituent d'autres éléments importants de l'écosystème.

Pour que les jeunes prospèrent dans l'économie numérique et développent leurs entreprises, l'accès au financement reste un élément clé pour passer à la prochaine étape. Si le Covid-19 a accéléré le passage aux transactions sans numéraire, l'exclusion financière demeure une réalité, surtout pour les groupes vulnérables. L'éducation financière et des initiatives et services financiers adaptés aux jeunes sont nécessaires pour surmonter ces obstacles.



Les lecteurs sont encouragés à reproduire des passages du présent document pour leurs propres publications, sous réserve qu'ils ne soient pas commercialisés. L'ODI demande d'être dûment mentionné et de recevoir une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs de créer un lien vers la ressource originale sur le site web de l'ODI. Les opinions présentées dans le présent article sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de l'ODI ou de nos partenaires.

Cette œuvre est sous licence CC BY-NC-ND 4.

Comment citer cette publication : Ngene, G., Pinet, M., Maclay, C. et coll. (2021) *Renforcer les moyens d'existence des jeunes et l'innovation des entreprises à l'ère numérique en Afrique*. ODI Document de travail. Londres : ODI (www.odi.org/publications/strengthening-youth-livelihoods-and-enterprise-innovation-in-africas-digital-era).

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Awa Sanou, Christine Hougaard, Dario Giuliani et Louise Shaxson pour leur travail de révision et leurs commentaires utiles. Les auteurs remercient également tous celles et ceux qui ont participé à la consultation mondiale de l'ODI sur les jeunes et les technologies numériques en Afrique subsaharienne, réalisée le 14 juillet 2020, ainsi que Peace Direct, qui a accueilli la consultation sur Platform4Dialogue. Le présent rapport a beaucoup bénéficié d'une table ronde à huis clos, et les auteurs sont reconnaissants des précieux éclairages des intervenants et des participants. Enfin, les auteurs remercient Aaron Bailey-Athias, Sarah Turner et John Maher pour leur concours dans la coordination, la gestion et la rédaction.

À propos de cette publication

La présente publication s'inscrit dans l'initiative Youth Forward soutenue par la Fondation Mastercard. Elle fait partie d'une minisérie de travaux de recherche sur la jeunesse et les technologies numériques. Le premier document de travail : *Dynamiser les écosystèmes numériques centrés sur les jeunes en Afrique dans le monde de l'après Covid-19* est paru en mars 2021.

Sommaire

Remerciements / i

Encadrés, tableaux et figures / iii

Acronymes / iv

Introduction / 1

1 Les moyens d'existence des jeunes et l'économie à la tâche / 3

1.1 Emploi des jeunes et économie à la tâche / 3

1.2 Défis des plateformes numériques pour les jeunes / 10

1.3 Incidences du Covid-19 sur les plateformes numériques et les moyens de subsistance des jeunes / 17

2 Stimuler la numérisation et l'innovation commerciale menées par les jeunes / 20

2.1 Incidences du Covid-19 sur l'innovation commerciale / 20

2.2 Créer un secteur des entreprises dirigé par les jeunes, prospère et à grande échelle dans la «nouvelle normalité» / 22

3 Encourager l'accès des jeunes au financement par le biais de la numérisation / 27

3.1 Incidences du Covid-19 sur l'inclusion financière des jeunes / 27

3.2 L'inclusion financière de la jeunesse dans le monde de l'après-pandémie / 32

3.3 Concevoir des stratégies d'inclusion financière centrées sur l'humain / 36

4 Conclusion / 39

Bibliographie / 41

Annexe 1 Innovations liées au Covid-19 en Afrique / 47

Annexe 2 Les pionniers des jobtech en Afrique / 48

Encadrés, tableaux et figures

Encadrés

Encadré 1 Définir la terminologie des plateformes collaboratives / 5

Encadré 2 Façon dont les plateformes numériques aident les jeunes à accéder à l'emploi / 9

Tableaux

Table 1 Type de soutien et de structures de financement pour les MPME et les microentrepreneurs / 35

Figures

Figure 1 Types de plateformes numériques : «Jobtech» / 7

Acronymes

ADFI	Facilité pour l'inclusion financière numérique en Afrique
AVEC	associations villageoises d'épargne et de crédit
Coopéc	coopératives d'épargne et de crédit
eKYC	e-connaissance clientèle
GAB	guichet automatique de banque
MPE	micro et petites entreprises
MPME	micro, petites et moyennes entreprises
NVB	numéro de vérification bancaire
P2P	entre pairs/particuliers
PIB	produit intérieur brut
PME	petites et moyennes entreprises
PSF	prestataires de services financiers
SFN	services financiers numériques
SMS	service de messagerie SMS
TI	technologie de l'information
TIC	technologies de l'information et des communications
VPN	réseaux privés virtuels

Introduction

Vecteur d'opportunités, mais aussi de défis, les rapides progrès technologiques sont en train de transformer le monde du travail. À cause de la pandémie de Covid-19, les entreprises du monde entier ont dû accélérer leur numérisation, modifier leurs modes de gestion et leur façon d'interagir avec l'économie (GSMA, 2020). Sur le continent africain, en particulier, les jeunes gens utilisent la technologie pour trouver des emplois, poursuivre leurs études, accéder aux services financiers et devenir entrepreneurs. L'accès des jeunes aux technologies est le catalyseur de divers résultats socioéconomiques positifs: inclusion sociale, population active dotée d'une culture numérique, nouvelles perspectives d'emplois et d'entrepreneuriat, renforcement de secteurs émergents et réduction du chômage des jeunes.

En Afrique de l'Est, les jeunes entrepreneurs des technologies font face à la crise sanitaire et s'y adaptent en exploitant le plus possible les débouchés que leur offrent des applications récemment créées dans une gamme de services: mise en relation des services de police avec les services ambulanciers (l'application de système d'urgence Ntaasa), liaison entre les produits agricoles et les marchés (le marché en ligne Mkulima Young) et offre de solutions de santé par des moyens novateurs (l'application de recherche des contacts Covid-19 en Ouganda). Ces plateformes offrent un énorme potentiel pour accroître l'accès à des emplois fragmentés et informels. Pour autant, les manifestations contre Uber et d'autres entreprises logistiques numériques dans tout le continent indiquent que ces plateformes posent aussi des risques pour les moyens d'existence des jeunes. De même, l'envolée des prêts bancaires en ligne et des applications de crédit en ligne, si elle donne à des jeunes traditionnellement exclus des services financiers officiels un plus grand accès au crédit, suscite également des préoccupations d'ordre éthique au regard des niveaux de surendettement et de défauts de paiement.

Les conclusions et l'analyse du présent document de travail s'appuient sur des données tirées d'une consultation mondiale en ligne menée le 14 juillet 2020 sur Platform4Dialogue. Elles apparaissent dans le texte sous forme de citations en bloc. Plus de 130 participants ont contribué à un cycle de discussions à partir de textes en ligne, dont l'objet était d'examiner l'usage que faisaient les jeunes Africains des technologies numériques sur fond de pandémie. Les participants ont été sélectionnés par échantillonnage dirigé, sur la base de leur expérience professionnelle avec les jeunes et les technologies numériques, ou tout simplement en raison de leur jeunesse. Pour apporter des éclairages supplémentaires sur des thèmes moins approfondis lors de la consultation, une table ronde à huis clos intitulée «Renforcer la résilience des travailleurs numériques, les entreprises dirigées par les jeunes et l'innovation technologique en Afrique subsaharienne» a été organisée par l'ODI avec le soutien de la Fondation Mastercard le 13 avril 2021. Les points clés soulevés lors de cette table ronde sont repris dans le présent document de travail où ils sont illustrés par des citations des intervenants et des participants à la table ronde. Le présent document examine les liens entre les sources de revenus des jeunes et les plateformes numériques, la numérisation dirigée par les jeunes et l'innovation commerciale, et l'inclusion

financière des jeunes dans l'environnement numérique. S'inscrivant dans une série sur la jeunesse et les technologies, il succède à un premier document de travail fondé sur la première journée de la consultation : *Dynamiser les écosystèmes numériques centrés sur les jeunes en Afrique dans le monde de l'après Covid-19*.

La première section aborde la façon dont l'économie à la tâche crée, par le biais de la diversité de ses plateformes, des perspectives mitigées en matière de moyens de subsistance, les défis auxquels sont confrontés les travailleurs à la tâche et les incidences du Covid-19 sur les plateformes collaboratives. La deuxième section porte sur la façon dont le Covid-19 a impacté l'innovation commerciale et examine les perspectives et les politiques nécessaires pour développer un secteur des entreprises dirigé par les jeunes. Dans la troisième et dernière section, le document s'intéresse à l'inclusion financière des jeunes dans le contexte du Covid-19 et à la façon dont les technologies numériques ont favorisé, et pourrait faciliter davantage, l'accès des jeunes aux capitaux pour développer leurs entreprises.

1 Les moyens d'existence des jeunes et l'économie à la tâche

1.1 Emploi des jeunes et économie à la tâche

Il y a longtemps que le concept binaire qui oppose «emploi» et «chômage» s'est avéré dépassé pour la majorité de l'Afrique, les jeunes ayant plutôt tendance à se constituer et à entretenir des «sources de revenus mixtes» (Fondation Mastercard, 2015) en combinant un «portefeuille de travail» qui jongle avec activité salariée informelle et formelle, activité non salariée, travail agricole ou corvées familiales non rémunérées. Les jeunes ont également tendance à être sous-employés et à occuper des emplois plus précaires. Pour la plupart des jeunes Africains, cette stratégie de subsistance représente de plus en plus un «choix logique» pour la souplesse, l'atténuation des risques et l'indépendance qu'elle offre (Fondation Mastercard, 2017). Au cours des dernières années, l'émergence de l'économie à la tâche a joué un rôle central dans la facilitation de ce phénomène de moyens d'existence mixtes en élargissant l'accès au travail, en diversifiant les flux de revenus et en augmentant les possibilités d'apprentissage. En outre, les plateformes améliorent l'activité économique en fournissant aux employeurs une infrastructure technique qui leur permet de proposer les tâches à un grand nombre de travailleurs à la tâche potentiels, en couvrant plusieurs zones géographiques. Aujourd'hui en Afrique, plus de 270 plateformes mettent en relation des jeunes gens avec des emplois locaux (Donner et coll., 2020), et en 2017, 4,8 millions (1% - 3%) d'adultes dans huit pays africains¹ ont été rémunérés via une plateforme collaborative, comme le montre la base de données insightzimpact des plateformes numériques en Afrique (insightzimpact, s.d.). Un grand nombre de plateformes en Afrique proposent leurs services à des portails de carrière et offrent des perspectives d'emplois indépendants et manuels, ainsi que des offres en nombre plus limité dans les domaines du travail domestique, des compétences en technologies de l'information (TI), de la présélection à l'embauche et de la paie des employés.

Les plateformes collaboratives ont le potentiel de moderniser l'économie et la société d'un pays, de soutenir des solutions novatrices à de vieux problèmes de développement et de créer de nouveaux débouchés et emplois. Les tâches en ligne obtenues via des plateformes impactent les perspectives d'emploi dans de nouveaux secteurs en transformant la nature du travail et en réduisant les obstacles à l'accès et au développement de l'activité (Mercy Corps, 2019). L'usage de ces plateformes est élevé chez les jeunes Africains désireux d'entrer dans l'économie à la tâche en profitant des barrières à l'emploi réduites et en exploitant leurs atouts en tant qu'individus de plus en plus doués en culture numérique. Comme le font remarquer celles et ceux qui ont participé à la consultation, les jeunes gens mettent à profit les technologies numériques pour accéder à des emplois et à des missions dans toutes sortes de secteurs, par exemple les transports, le développement de logiciels, la publicité et le divertissement.

1 Ces huit pays sont : le Ghana, le Kenya, le Nigeria, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

Au Ghana, beaucoup de jeunes profitent de diverses technologies, TI et autres, pour se consacrer à diverses activités rémunératrices. Dans les transports, le développement de logiciels, la publicité et le divertissement, les jeunes ont utilisé de manière créative les modes de création émergents et autres technologies (Michael Gyekye, Responsable adjoint de l'information au ministère de l'Information et chercheur scientifique au Conseil pour la recherche scientifique et industrielle, Ghana).

En général, les jeunes adoptent [la plateforme] avec laquelle ils estiment pouvoir travailler. Ils vont souvent d'un projet à un autre selon la façon dont ils en considèrent la rentabilité (Participant anonyme à la consultation).

La dernière décennie a stimulé la forte croissance d'Internet comme contributeur au produit intérieur brut (PIB) des nations africaines. Selon une étude récente, l'économie en ligne en Afrique représentait jusqu'à 115 milliards de dollars (4,5%) du PIB du continent en 2020, contre 99,7 milliards de dollars en 2019, et elle est susceptible de s'accroître au fur et à mesure qu'augmentera la pénétration d'Internet (Google et SFI, 2020). L'Enquête nationale de 2019 sur l'économie au Kenya a révélé une croissance de 12,9% des secteurs des technologies de l'information et des communications (TIC) entre 2017 et 2019, tirée principalement par le développement de l'économie numérique. Comme l'a déclaré son ministère des TIC, de l'Innovation et des Affaires de la jeunesse, «le passage au numérique ne concerne plus simplement la façon dont nous menons nos activités quotidiennes, il s'agit du socle de notre croissance économique.» Selon un document de recherche sur la politique des TIC en Afrique (Mothobi et coll., 2018), 1% des travailleurs en Afrique pourraient être concernés par le microtravail. Ce dernier consiste en une série de petites tâches qui ensemble constituent un projet d'envergure et qui sont effectuées par un grand nombre de personnes via Internet (voir encadré 1). Il existe cependant des disparités géographiques, et pour dresser un tableau plus fidèle de l'état du travail à la tâche il faudrait avoir des données plus récentes qui prennent en compte les incidences des confinements dus au Covid-19 et la montée de la numérisation.

Bien que certaines données émergent sur la part des travailleurs des plateformes dans certains pays du continent africain, il est difficile d'évaluer l'ampleur réelle des plateformes collaboratives en raison de la nature du travail. Les travailleurs ont tendance en effet à avoir de multiples sources de revenus: le travail à la tâche peut représenter soit leur principale source de revenus, soit un complément à leur revenu primaire (Porteous, 2020). La diversification des emplois des travailleurs des plateformes peut également varier dans le temps et selon les régions géographiques. S'il n'existe pas encore de données ventilées par âge, certaines informations éparses laissent penser toutefois que les jeunes Africains pourraient être sur-représentés parmi les travailleurs à la tâche par rapport à d'autres tranches d'âge, probablement en raison de la souplesse, de l'absence relative d'exigences d'engagement et de barrières à l'entrée offertes par l'économie numérique. Bien que le travail à la tâche ait également permis à certains travailleurs de se lancer dans l'entrepreneuriat ou de renforcer leurs compétences en acquérant de nouvelles qualifications, les plateformes doivent

continuer à mettre en place de solides mécanismes, en officialisant par exemple leurs approches en matière de renforcement des compétences et en nouant des partenariats entre les responsables de programmes de formation et les autres acteurs de la sphère du développement afin de fournir des filières de croissance bien définies (Donner et coll., 2020).

De plus en plus, l'économie à la tâche fournit aux jeunes gens des voies alternatives de rémunération et fait glisser progressivement l'accès aux offres d'emploi des espaces informels vers les plateformes numériques. Cette évolution ouvre de nouveaux marchés à divers travailleurs (Mercy Corps, 2019). Pour autant, toutes les plateformes ne sont pas égales. Leurs offres et leurs modes d'interaction avec les moyens d'existence des jeunes varient énormément. En ce qui concerne les écarts, certains des participants à la consultation estimaient que la taille du marché offerte par les plateformes collaboratives ne suffit pas à absorber le nombre croissant de jeunes à la recherche d'emploi. L'Afrique étant le continent le plus jeune du monde, avec près de 60 % de la population âgée de moins de 25 ans, créer des emplois pour les 10 % de jeunes gens qui sont au chômage et les 19 % qui sont sous-employés est une étape critique pour renforcer les moyens d'existence des jeunes sur fond de relance économique en Afrique après le Covid-19 (OIT, 2020a).

L'impact le plus immédiat des technologies de l'économie numérique peut s'observer dans la montée des plateformes de jumelage tâche-travailleur qui mettent en relation les demandeurs d'emploi avec des emplois. Cela tient en grande partie de leur capacité à organiser et à formaliser des emplois qui sont sans cela fragmentés et informels. C'est important en Afrique subsaharienne, région où 80 % de l'emploi a lieu dans le secteur informel (OIT, 2018). Cette tendance est apparue notamment dans les secteurs des transports et des livraisons.

Encadré 1 Définir la terminologie des plateformes collaboratives

Microtravail : petites missions ou série de « microtâches », en général exécutées par de nombreuses personnes via Internet, qui ensemble constituent un projet uniformisé d'envergure. Il consiste normalement à participer à des forums, à rentrer des données, à cocher des images en ligne, et les tâches sont effectuées rapidement sans besoin de compétences spécialisées. Les travailleurs ont tendance à percevoir de petites sommes d'argent pour chaque tâche (Mothobi et coll., 2018).

Travail à la tâche : travail consistant en des activités rémunérées temporaires, à temps partiel, ou liées à un projet, qui passent souvent par l'intermédiaire d'une plateforme numérique. Le travail à la tâche ne relève pas de la relation traditionnelle employeur-salarié, et les travailleurs sont engagés et rémunérés pour mener à bien une mission particulière ou pour une certaine période (voir également Heeks, 2017, et Tsibolane et coll., 2018).

Plateforme de jumelage emploi-travailleur : plateforme qui met les demandeurs d'emploi en relation avec des postes vacants à plein temps ou à temps partiels et avec des stages en fonction de leurs compétences.

Plateforme de jumelage tâche-travailleur : plateforme qui met des travailleurs indépendants en relation avec des tâches et des emplois ponctuels.

Source : définition des auteurs.

Au Nigeria, nous bénéficions dans une certaine mesure d'un nombre positif de plateformes de jumelage tâche-travailleur qui ont beaucoup aidé les jeunes, surtout dans les transports et les services logistiques comme OPay, Taxify, etc. Cela s'est avéré potentiellement utile pour accroître le revenu que les jeunes perçoivent des transports. Cela a bien marché au Nigeria. Leur développement fournira davantage de possibilités aux jeunes chômeurs (Ifeanyi Ofodu, fondateur du Raymadegroup, Nigeria).

La croissance des plateformes de jumelage tâche-travailleur a offert aux jeunes de nouvelles options d'emploi dans les secteurs des TIC émergents, notamment le codage et le travail indépendant en ligne («eLancing»). Elle a ouvert des perspectives économiques aux jeunes Africains aux échelons régional et international. Par exemple, lors de la pandémie du Covid-19 des plateformes internationales d'eLancing comme Upwork ou Fiverr ont vu leur trafic s'emballer, produisant une croissance des chiffres d'affaires de 77% en 2020 (Fiverr, 2021). De même, plus de 10 000 jeunes ont trouvé du travail grâce à des plateformes de microtravail telles que Samasource et CloudFactory. Les plateformes servent également de passerelles qui relient les travailleurs à des emplois hors ligne via des portails de carrière numériques (pour l'essentiel des sites web) pour des emplois formels; Jobberman, Fuzu et Shortlist comptent parmi les plus importants de ces portails.

L'économie à la tâche a joué un rôle important dans l'emploi des jeunes, en particulier dans le secteur des TI. Ce que nous avons vu, c'est que ce secteur a tiré de très nombreux jeunes de la pauvreté et leur a fourni des moyens d'existence (Dr Juliana Kisimbii, Pacte économique national sur le Coronavirus, Kenya).

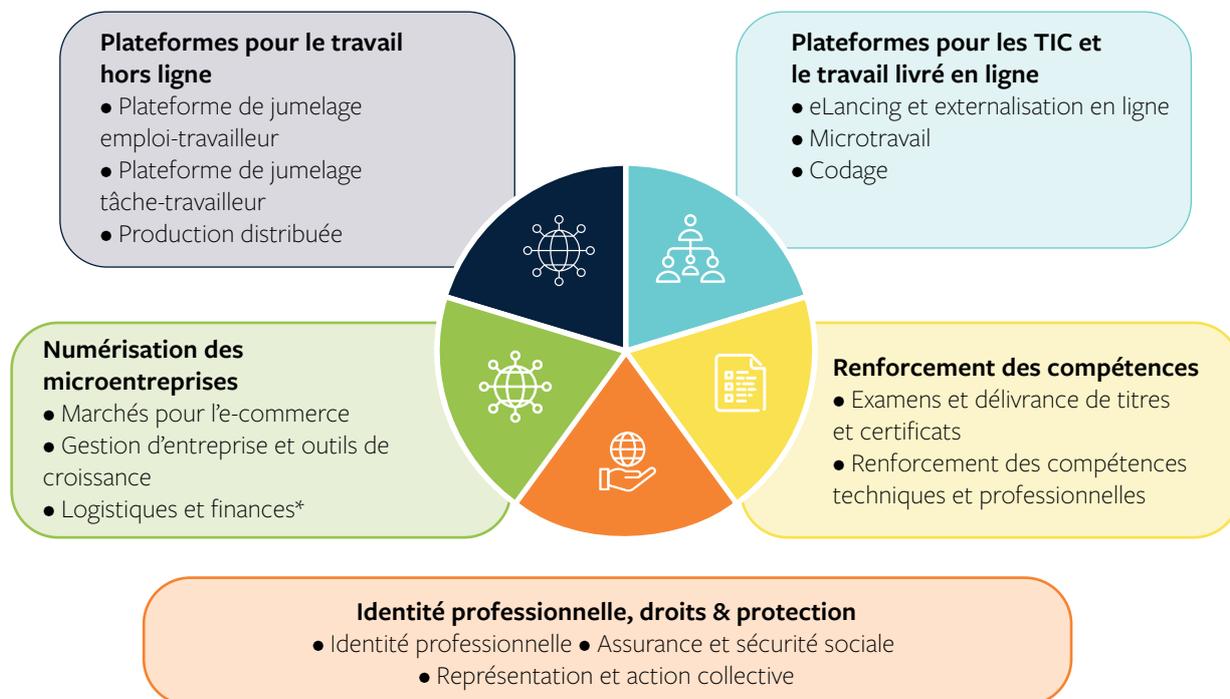
Il existe un large éventail de plateformes «jobtech» (voir Figure 1) qui varient en objectifs, niveau de numérisation et utilisateurs visés (Mercy Corps, 2019).² Les possibilités que les plateformes

2 «Jobtech» désigne l'utilisation de la technologie pour permettre, faciliter ou améliorer la productivité des individus en matière d'accès et de fourniture de travail de qualité (JobTech Alliance*, Mercy Corps).

* La JobTech Alliance est une initiative collaborative récemment lancée entre des parties prenantes compétentes qui a pour objet de construire l'écosystème au sens large en impliquant divers acteurs des emplois numériques dans la région.

offrent aux travailleurs à la tâche s'étendent au-delà de leur mise en relation avec le marché ou avec des sources de travail multiples, et englobent les entreprises créatrices d'emplois qui maîtrise l'outil numérique.

Figure 1 Types de plateformes numériques : «Jobtech»



*Si les secteurs adjacents (fintech, agritech, e-logistique) sont d'une importance critique, ils ne sont pas considérés comme des jobtech, sauf si la création d'emplois constitue un élément clé de l'entreprise
Source: Mercy Corps (inédit).

Selon la documentation disponible sur l'entrepreneuriat numérique, les Africains ont adopté le marketing numérique par le biais d'outils tels que Facebook et Instagram pour établir des devantures de magasins virtuelles, prendre les commandes et élargir leurs réseaux. Les données provenant d'une étude au Kenya ont indiqué que 92% des MPE qui utilisent les outils numériques dépendent d'applications destinées à la consommation personnelle telles que WhatsApp pour exercer les fonctions clés de leurs entreprises (données de la FiDA et de Caribou, 2020). Comme de nombreux participants à la consultation l'ont indiqué, les plateformes numériques ne fournissent pas seulement du travail à la tâche, mais sont de plus en plus utilisées par les jeunes entrepreneurs indépendants. Les technologies et les plateformes de réseaux sociaux sont en train de devenir centrales à la croissance des entreprises et sont à la clé de l'accès à des marchés plus larges.

En Afrique occidentale, les microentrepreneurs ont en général exploité les réseaux sociaux pour faire des affaires de toute façon, alors les choses n'ont pas trop changé mis à part l'usage accru des outils numériques aujourd'hui, ainsi que les limites imposées aux activités économiques ou aux transactions physiques (Aramide Abe, fondatrice de Naija Startups, Nigeria).

De plus en plus de jeunes entrepreneurs sont en train d'apparaître en zones rurales – je n'ai pas les statistiques exactes à cet égard, mais je peux vous assurer que les jeunes gens accèdent de plus en plus aux plateformes numériques et améliorent leur vie grâce à elles (Dre Juliana Kisimbii, Pacte économique national sur le Coronavirus, Kenya).



Un jeune menuisier africain travaille en utilisant un masque pendant la pandémie de Covid-19.
Crédit photo : L_am_Zews / Shutterstock.com

Encadré 2 Façon dont les plateformes numériques aident les jeunes à accéder à l'emploi

Les plateformes numériques peuvent apporter l'infrastructure fondamentale pour surmonter des obstacles communs qui empêchent les jeunes d'accéder à l'emploi ou pour réduire les frictions entre employeurs et travailleurs. Elles peuvent contribuer à fournir :

Accès et information

Les postes à pourvoir (à court et à long terme, en ligne et hors ligne) sont aisément publiés et les demandeurs d'emploi peuvent les consulter facilement, sans être limités par leur localité immédiate.

Confiance

Les plateformes peuvent instaurer un certain degré de confiance entre clients et travailleurs ou prestataires de services, leur permettant de traiter entre eux. Grâce aux enquêtes de sécurité, aux évaluations des travaux précédents ou à la mise en place de procédures opératoires standard, les plateformes peuvent réduire le déficit de confiance qui peut exister lorsque l'on traite avec des jeunes travailleurs peu qualifiés.

Réduction des biais

S'ils introduisent de nouveaux risques, les algorithmes automatisés peuvent aussi aider certains groupes, dont les femmes, à surmonter les biais à l'embauche.

Paiements

Les plateformes s'efforcent d'intégrer une infrastructure qui supprime les frictions dans les expériences entre client et travailleur ou prestataire de services. Par la gestion des paiements, les risques pour les travailleurs de ne pas être payés sont réduits.

Actifs

Les plateformes peuvent réduire les besoins d'actifs ou d'investissements pour lancer une entreprise, soit en diminuant la nécessité de détenir du stock, soit en exploitant une infrastructure disponible ou partagée.

Renforcement des compétences

Les plateformes sont bien équipées pour offrir à leurs jeunes clients des perspectives d'acquisition de qualifications transformatrices, souvent requises pour combler l'écart entre leurs compétences et les exigences des clients (Donner et coll., 2020).

Source: Mercy Corps (2019).

Selon des recherches effectuées par Partnership for Finance in a Digital Africa (FiDA) et Caribou Data (2020), les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui utilisent plus de plateformes numériques étaient deux fois plus susceptibles de déclarer leur entreprise en bonne santé que celles qui les utilisaient moins (Partnership for Finance in a Digital Africa et Caribou Data, 2020). Bien que certaines de ces plateformes aient vu leur demande chuter pendant la pandémie de Covid-19 en raison de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, de nombreuses plateformes africaines d'e-commerce ont connu de la croissance, car les clients ont été plus nombreux à passer en ligne; au premier semestre 2020, Jumia a vu ses transactions s'accroître de 50% (CNUCED, 2021). Une modélisation de l'emploi réalisée par le Boston Consulting Group en 2019 permet de penser que les marchés avaient le potentiel de créer 3 millions de nouveaux emplois en Afrique d'ici 2025, y compris 100 000 postes permanents, ce qui souligne les débouchés possibles dans l'après-Covid-19 (Porteous, 2020).

Comme l'explique Paul Breloff, PDG de la start-up de jumelage emploi-travailleur Shortlist, hormis le simple développement de la recherche, des efforts doivent être consentis pour renforcer le «tissu conjonctif» qui relie entre eux les diverses parties prenantes dans le secteur des jobtech. En effet, contrairement à d'autres écosystèmes technologiques de la région, les conférences, les rencontres, les groupes WhatsApp et les webinaires sont pratiquement inexistantes dans ce secteur. Non seulement y a-t-il peu de communication et de collaboration entre les parties prenantes au sein de l'espace jobtech, mais il y a aussi peu de collaboration entre les parties prenantes et l'ensemble du système de l'emploi des jeunes. Par exemple, peu de jeunes pousses des jobtech ont les moyens (en personnel ou en temps) d'établir des partenariats efficaces avec des établissements d'enseignement professionnel ou avec des organismes publics. Dans cet écosystème, les parties prenantes se sont toutefois réunies récemment pour lancer la JobTech Alliance, initiative collaborative qui a pour mission de renforcer cet écosystème en mobilisant divers acteurs des emplois numériques dans la région.

1.2 Défis des plateformes numériques pour les jeunes

Je vois une grande promesse, mais aussi beaucoup de frustrations pour les jeunes [...] Le travailleur à la tâche requiert de grandes économies ou une économie dynamique en essor pour satisfaire les besoins des jeunes en matière d'emploi; sans cela, je prévois beaucoup de déception (Constantine Loum, maître de conférences à l'université de Gulu, Ouganda).

Si les plateformes numériques peuvent contribuer à combler l'écart entre l'offre et la demande de travail pour les jeunes gens, la nature de l'écosystème numérique au sens plus large varie considérablement entre pays, notamment en ce qui concerne l'accessibilité et le secteur informel. Certains des participants à la consultation ont mentionné l'importance de baisser les coûts liés à Internet et d'améliorer la couverture, afin que les avantages du travail via des plateformes puissent être répartis plus uniformément. De plus, certains jeunes ont relevé qu'il leur fallait davantage

d'initiatives de formation aux compétences professionnelles, financières et numériques pour les aider tout au long d'un difficile processus d'apprentissage, faute de quoi leur participation aux plateformes numériques risquerait d'être limitée, voire exclue.

Je crois qu'une connectivité par téléphone mobile plus abordable pourrait offrir une telle possibilité, de sorte que les gens puissent se transmettre les messages/informations par leurs téléphones. En Ouganda, l'une des façons dont les entreprises de téléphonie mobile ont soutenu l'économie à la tâche et les processus connexes fut de réduire les coûts des transactions via les paiements mobiles (Participant anonyme à la consultation).

Le travail proposé par l'économie à la tâche offre aux jeunes des options dont le nombre et la diversité se sont accrus dans les années récentes. Ces perspectives n'ont pas été réparties équitablement – il existe des douzaines de plateformes de jumelage tâche-travailleur au Kenya, mais peu au Niger. (Chris Czerwonka, fondateur et PDG de Mosabi, Sierra Leone).

Les difficultés d'accès et d'inclusivité continuent d'affecter durement la croissance des plateformes numériques même dans les marchés les plus établis d'Afrique (Friederici et coll., 2020). Largement provoquée par la faiblesse des infrastructures et le manque de compétences, la fracture numérique continue à élargir le fossé entre les jeunes urbains et ruraux. Pour les jeunes entrepreneurs, il était essentiel que les plateformes déploient des modèles hybrides capables de mettre à profit les interactions hors ligne et d'instaurer ainsi de la confiance et encourager l'adoption de solutions en ligne. Les participants à la consultation jugeaient ce point déterminant pour améliorer l'accès aux technologies et à l'apprentissage, compte tenu des différents degrés de pénétration technologique dans différents contextes.

Avec les multiples plateformes qui surgissent chaque année, les jeunes doivent renforcer leurs capacités et leurs compétences pour s'adapter à ces plateformes et les utiliser, ce qui dans la plupart des cas est peu commode... Il faut que le jeune ait de l'initiative et beaucoup de passion pour suivre les tendances émergentes dans le développement des plateformes de travail à la tâche (Participant anonyme à la consultation).

Certes, le travail à la tâche s'est vite imposé comme une source alternative de revenus, mais les participants à la consultation ont noté que, bien que les plateformes numériques fournissent de nouvelles perspectives d'emploi et des innovations, celles-ci ont tendance à être inégalement réparties géographiquement.

Atteindre les populations rurales est incroyablement difficile! Ce qui marche, d'après ce que j'ai vu dans le travail participatif chez les microentrepreneurs ruraux dans l'espace du e-commerce,

est un mélange de canaux analogues et numériques pour favoriser la collaboration avec ces individus... Je pense que s'il y avait plus de ces modèles de plateformes hybrides pour traiter avec les marchands, cela donnerait aux microentrepreneurs ruraux meilleur accès aux éventuelles possibilités offertes par l'écosystème numérique (Chernay Johnson, ancien responsable de la participation à Cenfri, Afrique du Sud).

Ce n'est pas une solution «high-tech» qui a fait la différence pour ces travailleurs de la santé. C'est notre équipe [hors ligne] au Nigeria qui communiquait avec eux, nos informations sur nos apps mobiles, la communauté des soignants et l'engagement des fournisseurs à les soutenir qui ont fait que ces personnes font aujourd'hui confiance au système de commandes des biens médicaux en ligne. Les technologies sont vitales pour le changement, mais ce sont les humains qui font leur réussite. (Lisa Basel, directrice des services techniques chez Every1Mobile, Afrique du Sud).

En conséquence, beaucoup de plateformes collaboratives continuent d'opérer principalement dans les zones urbaines – un phénomène que la plupart attribuent à l'importance de leurs marchés. Même lorsqu'elles essaient d'étendre leurs activités, la majorité des plateformes se limitent à des zones géographiques voisines tout en gardant les grandes agglomérations comme centres opérationnels (par exemple, FUNDIS au Kenya). La plupart des clients des produits numériques vivent presque exclusivement dans les villes, à proximité des entreprises qui les fabriquent (Friederici et coll., 2020 : 50). Parfois, cependant, il y a eu une lueur d'espoir et des innovations locales ont été encouragées. Par exemple, Wasili a lancé une plateforme de services de transport avec chauffeurs dans la Vallée du Grand Rift au Kenya qui ciblait les villes secondaires que les plateformes mondiales comme Uber et Bolt avaient largement boudées.

Reste à savoir si ces plateformes sont réellement capables de créer suffisamment d'emplois pour répondre à l'énorme demande émanant des jeunes actifs en Afrique. Les études existantes suggèrent que d'ici 2023 93875 travailleurs à la tâche au Kenya gagneront leur vie grâce aux plateformes de jumelage tâche-travailleur et aux plateformes des jobtech (Mercy Corps, 2019). Ce chiffre peut paraître élevé, mais il est loin de s'attaquer au problème de l'emploi alors qu'entre 500 000 et 800 000 jeunes Kényans arrivent chaque année sur le marché du travail (Samuel Hall, 2017). D'autres se demandent si ces plateformes créent véritablement des emplois ou si elles se contentent de remplacer des emplois existants en les transférant en ligne. Dans un entretien avec Mercy Corps, le représentant d'une plateforme de jumelage tâche-travailleur a expliqué : «Je dirais qu'environ la moitié des tâches que nous attribuons sont des substitutions, mais la moitié sont des boulots qui en fait n'auraient pas été livrés autrement.»

Quantité et qualité du travail

Malgré la prolifération rapide des plateformes et la bonne mise en relation des travailleurs avec de multiples emplois, tant en ligne que hors ligne, la question de la qualité du travail a révélé

d'importants inconvénients pour les travailleurs des plateformes. Les participants à la consultation ont par ailleurs remis en question les revenus, la rentabilité, se demandant si les jeunes gens améliorent effectivement leurs moyens de subsistance en adoptant le travail via des plateformes.

Des questions se posent autour de la qualité du travail sur les plateformes collaboratives... Nous pouvons exploiter les avantages liés à la souplesse, à la possibilité de déterminer leurs horaires, efforts et passion – mais est-ce bien épanouissant? Quelle en sera l'issue? (Shikoh Gitau, PDG de Qhala, Kenya.)

Les plateformes peuvent donner accès à plus de travail, mais dans quel but? L'existence [des travailleurs] s'améliore-t-elle? Leurs revenus s'améliorent-ils? Nous ne voulons pas un nivellement par le bas. (Neha Pandya, cofondatrice et directrice opérationnelle de FLIP Africa, Ouganda).

Alors que les plateformes tentent de maximiser leur rentabilité en réduisant la paie et les indemnités versées aux travailleurs, ce phénomène de nivellement par le bas compromet la qualité du travail offert sur les plateformes (Mothobi et coll., 2018). Du fait de la forte concurrence et du déséquilibre entre l'offre et la demande de travail, les plateformes ont recouru dans certains cas à des taux de rémunération faibles qui ne correspondent pas à la valeur des services exigés des travailleurs. En Afrique du Sud, au Kenya, en Égypte et au Nigeria, les conducteurs ont boycotté les plateformes et menacé de les quitter à cause de (ces) mauvaises conditions de travail. Toutefois, les travailleurs ne peuvent pas exprimer haut et fort leurs exigences auprès des plateformes, car la plupart travaillent en leurs propres capacités. Dans certains pays, les conducteurs ont formé des organismes informels de tutelle qui défendent leurs droits en faisant pression sur les pouvoirs publics (par exemple, Kenya Digital Taxi Association). Ces syndicats sont néanmoins mal financés et encore loin d'être en mesure d'organiser ou d'influencer la législation du travail et les réformes politiques, ou de modifier les modèles et les stratégies économiques des plateformes. De plus, ils restent encore en grande partie cantonnés à quelques marchés du travail à la tâche, ceux des transports avec chauffeur pour la plupart.

Pour Hilda Kabushenga, PDG de la plateforme de jumelage emploi-travailleur ROAM, le caractère précaire des moyens de subsistance obtenus via les plateformes de jumelage tâche-travailleur est également un thème commun, notamment si ces tâches ne s'accompagnent pas de formation professionnelle et de renforcement des compétences: «La sécurité de l'emploi restera inaccessible aux jeunes Africains tant que nous ne nous éloignerons pas de l'idée de créer des débouchés (travail à la tâche ou postes permanents) et que nous ne réorienterons pas nos efforts vers le développement de compétences salutaires qui accompagnent réellement les jeunes gens sur la voie de l'autonomie.» Outre la mise en relation des travailleurs avec les perspectives qu'offre le marché, les plateformes pourraient aussi offrir aux travailleurs des services à valeur ajoutée pour enrichir leurs expériences et promouvoir leur épanouissement au sein des plateformes. Un moyen d'y parvenir est de renforcer les compétences des travailleurs grâce à la formation en cours d'emploi ou par le biais d'outils d'apprentissage numériques ludiques et

assortis de mesures incitatives (Partnership for Finance in a Digital Africa et Caribou Data, 2020). Par exemple, la plateforme Lynk au Kenya offre de telles possibilités par le biais de son académie Lynk, qui promeut la formation en cours d'emploi (Donner et coll., 2020).

Sur les plateformes de services de transport avec chauffeur ou de travail manuel, l'offre ne coïncide pas souvent avec la demande, ce qui signifie que les perspectives sont limitées ou moins bonnes pour les travailleurs, ce qui à son tour amoindrit certains des avantages clés liés à la souplesse de ces plateformes (Caribou Digital et Qhala, 2020). Par exemple, interrogés par Mercy Corps dans le cadre de leurs recherches (2019), des travailleurs employés par des plateformes de transport en Afrique de l'Est ont signalé que les modèles de prix fixes employés par ces plateformes souvent ne tenaient pas compte de leurs coûts d'exploitation (essence, temps pris pour s'acquitter d'une tâche, etc.) lorsqu'elles fixaient les prix, d'où la faiblesse de leurs revenus. Dans le cas de SweepSouth, un participant a souligné la nécessité «d'affronter le néocolonialisme» dans l'espace des plateformes, lorsque des travailleurs domestiques, par exemple, devaient travailler pour une paie extrêmement basse.

Les jeunes participants à la consultation ont en outre évoqué des pratiques d'embauche discriminatoires qui affectaient les jeunes gens sur les plateformes internationales de travail indépendant. Les travailleurs ont affirmé que des plateformes telles que Fiverr et Upwork avaient tendance à ouvrir plus de perspectives aux travailleurs situés dans certaines régions géographiques (Asie, Europe et États-Unis principalement), ce qui les obligeait à dissimuler leur origine géographique pour pouvoir être en concurrence avec les travailleurs situés dans l'UE ou aux États-Unis (Royer, 2021). Sans doute les stéréotypes nuisibles au sujet du continent et les héritages coloniaux du racisme déterminent-ils l'intérêt limité pour l'embauche de talents africains. Dans certains cas, de jeunes Africains ont dû modifier leur profil ou utiliser des réseaux privés virtuels (RPV) pour donner l'impression d'être situés dans les pays plus «favorisés» et ainsi décrocher des perspectives d'emplois (Njambi-Szlapka, 2020).

La marginalisation se manifeste de deux façons, par l'entreprise Fiverr et par les clients. J'en ai fait directement l'expérience lorsque j'ai essayé de travailler comme freelance avec Fiverr. Lorsque tu crées un compte, ton pays est affiché publiquement et tous les boulots que tu publies indiquent ta localisation. L'entreprise ne montre pas vraiment à la jeunesse africaine la voie pour obtenir des recommandations et des étoiles permettant d'accéder à de meilleures perspectives sur le marché, à cause de la mauvaise réputation des nations africaines en matière de fraude et de corruption, ce qui affecte directement ou indirectement les jeunes Africains inscrits sur Fiverr. Dès qu'un client découvre que t'es du Nigeria, etc., il se retire au lieu de te donner la chance de démontrer tes compétences. (Ifeanyi Ofodu, fondateur du Raymadegroup, Nigeria).

Les participants ont relevé que les travailleurs indépendants en Afrique étaient moins rémunérés que leurs pairs des pays du Nord, bien que les taux soient plus élevés que ceux du marché local. Qui plus est, les préjugés selon lesquels les travailleurs numériques africains sont moins instruits et ne parlent pas les langues internationales semblent affecter le pouvoir de négociation des

travailleurs indépendants (Royer, 2021). Certes, il faut davantage de données pour comprendre les origines des pratiques discriminatoires. Pour autant, la lutte contre la discrimination en ligne nécessite une approche plurielle. Les plateformes en ligne pourraient ainsi : (1) mieux faciliter les pratiques d'embauche fondées sur le mérite ; (2) examiner l'équité de leurs algorithmes ; et (3) sensibiliser le client au problème (Njambi-Szlapka, 2020).

Protection sociale

La crise du COVID-19 a sans aucun doute mis en évidence la vulnérabilité des travailleurs à la tâche et l'absence de couverture sociale pour eux partout dans le monde, réalité qui subsistera au-delà de la période de la pandémie. Le secteur informel représente la majorité de l'économie urbaine africaine, notamment chez les 15-24 ans (95,8%) et les femmes (92,1%) (OIT, 2018). Cependant, les travailleurs des plateformes tombent dans une catégorie particulière de travailleurs qui n'entre pas dans le cadre traditionnel de l'emploi. La législation du travail en vigueur ne couvrant pas la relation travailleur-plateforme, les travailleurs des plateformes sont dans une position précaire, à la merci d'une éventuelle exploitation et des chocs socioéconomiques. Bien qu'elles fournissent une certaine formalité, on ne peut pas comparer les plateformes collaboratives à l'emploi et aux cadres juridiques traditionnels. L'un des participants à la table ronde a évoqué le jugement rendu début 2021 par la Cour suprême du Royaume-Uni concernant Uber, qui dissout la dichotomie du travail entre entrepreneur et employé. La mise en place de la catégorie «travailleur» va dans le sens de la reconnaissance des nouveaux modèles de travail, car elle crée l'obligation d'accorder des avantages sociaux aux travailleurs qui ne sont plus considérés comme des «entrepreneurs indépendants» (BBC, 2021).

Le droit [à Londres] désigne les travailleurs à la tâche comme des «travailleurs», et non des employés, les gouvernements africains pourraient donc adopter une démarche similaire, en mettant à jour leur législation pour reconnaître l'évolution du travail et accepter différents modèles d'emploi. (Luke Kannemeyer, directeur opérationnel de weepSouth, Afrique du Sud.)

Contrairement aux régimes d'emploi classiques, les plateformes de jumelage tâche-travailleur ne sont pas tenues de fournir à leurs travailleurs des prestations sociales supplémentaires, comme assurance médicale, congés payés, indemnités maladie, pensions de retraite ou soutien apporté par d'autres salariés dans les emplois permanents et formels. Bon nombre de ces plateformes ont étudié leurs options de protection ou de prestations sociales. Toutefois, leurs concurrents se trouvant dans le secteur informel dominant qui offre des taux de rémunération bas et aucune prestation sociale, peu de plateformes ont découvert des modèles permettant d'intégrer un tel soutien. Les plateformes des jobtech comme les plateformes collaboratives peinent à parvenir à une viabilité économique tant qu'elles sont en concurrence avec le secteur informel – lequel n'accorde à ces travailleurs ni prestations sociales ni protection sociale. Aussi, des crises comme celle du Covid-19, ou d'autres maladies et accidents au travail ou en dehors du travail rendent-ils les travailleurs vulnérables. Dans la plupart des cas, c'est au travailleur d'investir dans la protection sociale, avec une assurance ou un fonds de retraite.

La protection sociale pour l'économie informelle en Afrique est un mythe pour la plupart. Étant donné que notre économie informelle est en grande partie non réglementée – l'économie à la tâche complique encore plus les choses ... Il y a des exemples où des groupes ou des associations de catégories de travailleurs du secteur informel, disons d'agriculteurs, de vendeurs sur les marchés ou de travailleurs dans les transports, se sont formés pour créer leur propre régime de sécurité sociale qui dans certains cas, comme au Ghana, ont été par la suite reliés aux régimes de sécurité sociale publics (Participant anonyme à la consultation).

La protection sociale est une question essentielle pour beaucoup de pays africains du Sub-Sahara. Même dans une économie formelle la protection sociale n'est pas garantie à 100 %. Au Niger, de nombreux progrès restent à faire. Surtout dans la sécurité privée. Les agents de sécurité sont exposés à des risques élevés dans l'exercice de leur métier, mais avec des rémunérations basses et sans assurance (Boukary Maman Daouda, Conseil de l'Entente, Niger).

Les travailleurs à la tâche ne sont généralement pas couverts par les législations du travail : les règlements de protection sociale, l'égalité des chances dans l'emploi et les normes de travail demeurent faibles, les activités économiques menées par l'intermédiaire du numérique se déroulant souvent en dehors de l'économie formelle. La réglementation dans les secteurs adjacents comme ceux des fintech, les technologies financières, et des medtech, les technologies médicales, ainsi que les avancées plus récentes réalisées par les gouvernements étrangers dans la réglementation des plateformes collaboratives, sont porteuses de nombreux enseignements. De plus, de nombreuses plateformes sont en quête d'options pour mettre en place des prestations sociales et des services comme l'assurance. Safeboda et MAX Nigeria fournissent désormais des solutions d'assurance accidents et urgences médicales aux conducteurs inscrits à leurs plateformes (Gachoka et Winiacki, 2020), et Lynk propose une assurance à ses travailleurs. Comme l'a fait remarquer l'un des intervenants à la table ronde, davantage d'efforts pourraient être déployés pour relier les données produites par les emplois des travailleurs à la tâche et utiliser les plateformes pour faciliter l'accès au crédit et à la protection sociale.

La difficulté est toujours de veiller à ce que les emplois contribuent à des points de données pouvant aider [les travailleurs à la tâche] à accéder au crédit et à la protection sociale (Neha Pandya, cofondatrice et directrice opérationnelle de FLIP Africa, Ouganda).

Globalement, sur la question de la protection sociale, la collaboration avec les innovateurs des technologies et les plateformes pour développer et adapter les législations du travail permettra de faire en sorte que les travailleurs bénéficient de la couverture et des prestations sociales nécessaires pour répondre à leurs besoins. Par ailleurs, les gouvernements peuvent instaurer et faire appliquer des règlements permettant aux plateformes de fournir de telles prestations sociales aux travailleurs qui souvent ne s'y retrouvent plus dans le régime actuel de travail (Mercy Corps, 2019). Au vu de la diversité de la main-d'œuvre dans le secteur et sur l'ensemble des zones

géographiques, une réglementation efficace des plateformes rendrait de telles prestations sociales transférables et calculées au prorata (le cas échéant) en tenant compte des cadres juridiques et inter-plateformes. Ainsi, les prestations sociales offertes aux travailleurs seraient-elles proportionnelles au temps consacré et à la participation à la plateforme, ce qui mettrait la couverture en faveur des travailleurs plus en rapport avec l'impermanence, la souplesse et la nature à temps partiel de leurs périodes de travail.

Quand nous parlons de changer le système, ce que nous faisons en réalité, c'est le recâblage du système. Ce qui est intéressant, ici, c'est qu'on n'a pas encore posé les câbles (Sharmi Surianarain, responsable en chef de l'impact à Harambee, Kenya).

1.3 Incidences du Covid-19 sur les plateformes numériques et les moyens de subsistance des jeunes

En Ouganda, par exemple, beaucoup de jeunes se sont inscrits sur des app de transport telles que SafeBoda, uberBODA, Uber, etc. Pendant le confinement dû au Covid-19, elles ont été très utiles pour faciliter les chaînes d'approvisionnement entre les exploitations agricoles et les marchés et, finalement les consommateurs finaux (Participant anonyme à la consultation).



Un boda boda roule dans la rue en Ouganda, octobre 2019. Crédit photo : bazanye / Pixabay

On a attribué à la pandémie le fait d'avoir stimulé l'économie numérique en catalysant une migration d'une ampleur sans précédent vers le travail numérique. Toutefois, les effets ont été très mitigés. Si les services de coursiers et les solutions de livraisons à domicile ont connu une demande soutenue en conséquence de l'obligation de rester chez soi et des restrictions sur les déplacements, d'autres plateformes (en particulier celles qui nécessitaient une interaction en personne) ont vu la demande de leurs services chuter.

Les plateformes de transports avec conducteurs telles qu'Uber, Little Cabs au Kenya et SafeBoda ont été durement touchées par l'obligation de rester chez soi et les restrictions de déplacements. Dans certains cas, la pandémie a provoqué soit le ralentissement, soit la fermeture complète des opérations des plateformes. Uber a indiqué qu'il avait perdu jusqu'à 70 % de son chiffre d'affaires dans certains marchés au début de la pandémie (Bloomberg, 2020; Lunden, 2020), les conducteurs préférant ne pas courir le risque de contracter ou de transmettre la maladie pour des gains minimes. Financée en Ouganda, la plateforme SafeBoda, qui avait lancé ses activités au Kenya en 2019, a fini par suspendre ses opérations dans ce pays, optant plutôt pour le maintien de ses opérations en Ouganda et au Nigeria, marchés qui étaient plus établis et plus résilients. Les plateformes de transports Uber et Bolt ont elles aussi fermé leurs centres de contact locaux durant la pandémie, rendant l'accès aux plateformes plus difficiles pour les conducteurs (Fairwork, 2020). On ne disposait en outre d'aucune donnée indiquant que les plateformes soutenaient les travailleurs en ce qui concerne l'absence de situation contractuelle en tant qu'employé (ibid.). Le Covid-19 a mis en évidence la gravité du dilemme de la protection sociale dans l'économie à la tâche, surtout dans les pays africains. Alors que les gouvernements imposaient des confinements, des restrictions sur les déplacements et des horaires de travail limités, nombreux ont été les travailleurs à la tâche qui se sont retrouvés exposés au risque de contracter le virus.

En général, la pandémie de coronavirus a mis les travailleurs à la tâche dans une situation vulnérable : protection personnelle insuffisante, baisse de la demande et absence de protection financière du fait de la nature juridiquement non contraignante du travail. (Chris Czerwonka, fondateur et PDG de Mosabi, Sierra Leone).

Des plateformes prestataires de services, comme Lynk au Kenya et SweepSouth en Afrique du Sud ont vu leur demande baisser, et les travailleurs qui s'étaient retrouvés sans travail se sont tournés vers des stratégies d'adaptation négatives – notamment là où ils dépendaient des plateformes pour le travail. À titre d'exemple, une étude de Mercy Corps sur les incidences sur les moyens de subsistance des jeunes a révélé que 80 % des personnes interrogées (des travailleurs des plateformes numériques) avaient soit retardé, soit sauté le paiement de leur loyer depuis le début de la pandémie, et que 88 % avaient contracté des dettes pour répondre à leurs besoins quotidiens (Ngene et coll., 2020). Plus de 82 % des ménages interrogés ont indiqué avoir réduit leur consommation de produits non alimentaires, tandis que d'autres ont révélé s'être mis à ne consommer qu'un seul repas par jour.

Certaines interventions inédites sont apparues alors que les plateformes collaboratives s'adaptèrent rapidement à la situation en mettant en place des mesures, telles que la livraison sans contact, pour aider les travailleurs à continuer à desservir le marché. Ailleurs, des plateformes sont allées jusqu'à proposer des moyens de recours aux travailleurs qui couraient des risques élevés au travail ou qui avaient perdu leurs emplois. Dans le cas de MAX Nigeria, la plateforme est passée aux livraisons sans contact pour ses conducteurs et a créé un portail d'informations sur le Covid-19 qu'elle a mis à la disposition de ses clients, employés et conducteurs via sa plateforme mobile.

La plateforme de travaux domestiques SweepSouth a quant à elle organisé un financement participatif par ses clients – soit effectuant des versements spécifiques pour les tâches de nettoyage annulées, soit faisant des dons généraux pour rémunérer ses travailleurs à qui on ne confiait pas de travail à cause des règles de confinement (Fairwork, 2020). Au Kenya et en Éthiopie, les plateformes pour travailleurs manuels Lynk et Taskmoby ont essayé de se diversifier pour leurs travailleurs en basculant sur des services de désinfection et d'hygiène (Mercy Corps, 2020).

Les pouvoirs publics sont intervenus de façon très limitée quand il s'est agi d'accompagner les travailleurs sans emploi. Or, même s'ils intervenaient, l'économie à la tâche étant très largement informelle, ils ont eu du mal à étendre les mesures d'aide sociale du fait de l'opacité du secteur. En Afrique du Sud, par exemple, la plupart des travailleurs à la tâche n'étaient pas inscrits au registre des entrepreneurs indépendants. En conséquence, ils ne remplissaient pas les conditions requises pour bénéficier des mesures d'aide aux petites entreprises. Or, faute d'employeurs officiels pour verser des contributions à l'assurance chômage pour eux, les travailleurs à la tâche ne pouvaient pas demander d'allocations chômage (Fairwork, 2020).

Si la section précédente explique comment les plateformes ont été source de revenus pour les jeunes gens et offre des éclairages sur les défis liés à la crise du COVID-19, ainsi que sur d'autres problèmes structurels, la prochaine section examinera comment la numérisation est en train d'impacter les entreprises et de stimuler l'entrepreneuriat, en analysant les enseignements tirés et les perspectives du point de vue des marchés et des politiques.

2 Stimuler la numérisation et l'innovation commerciale menées par les jeunes

2.1 Incidences du Covid-19 sur l'innovation commerciale

La révolution numérique qui a balayé le monde a encouragé la montée en puissance de l'entrepreneuriat numérique en Afrique, surtout à la suite de la crise du Covid-19. Les capacités numériques croissantes ne sont plus un choix, elles sont de plus en plus au cœur des interactions commerciales. Les participants à la consultation et à la table ronde ont indiqué que la crise avait été l'occasion pour les innovateurs des technologies de mettre à profit cette nouvelle dépendance aux solutions numériques.

La pandémie a changé la donne pour de bon; les entreprises n'ont plus le choix d'effectuer leur transformation numérique (Madame Nadia Abdalla, secrétaire administrative générale, ministère des TIC, de l'Innovation et des Affaires de la Jeunesse, gouvernement du Kenya).

La crise du Covid-19 a accéléré l'adoption des technologies, principalement chez les jeunes urbains et les entrepreneurs (Aramide Abe, fondatrice de Naija Startups, Nigeria)

En Afrique de l'Est, les jeunes entrepreneurs des technologies affrontent la crise du Covid-19 et s'y adaptent en saisissant l'occasion d'innover ou d'optimiser l'usage d'applications récemment créées (Participant anonyme à la consultation).

Les entreprises améliorent leur productivité et créent de nouveaux modèles économiques en adoptant et en adaptant les nouvelles technologies. L'intégration de nouveautés telles que les solutions de financement numérique, comme M-Pesa au Kenya, se traduit par des transactions et stimule les échanges commerciaux pour les MPME, créant des environnements professionnels plus efficaces. Le service aux entreprises M-Pesa de Safaricom touche plus de 170 000 marchands au Kenya (Safaricom, 2020). Selon la documentation disponible sur les transformations numériques des modèles économiques, les types d'activité les plus souvent évoqués concernent la gestion de document, la gestion, le marketing, les finances, le secteur manufacturier, la gestion de la qualité et les communications externes, mais l'on accorde moins d'attention à d'autres processus d'entreprise, par exemple la paie des employés, l'organisation des tâches ou la logistique (Zavrazhnyi, 2020).

Les participants à la consultation ont noté que la pandémie de Covid-19 avait été l'occasion pour les entreprises et les particuliers d'adopter le marketing et les technologies numériques pour assurer la croissance des PME. Au Nigeria par exemple, la société d'approvisionnement en oxygène et en sang Lifebank s'est repositionnée pour fournir des services adaptés à la crise du Covid-19 en redéployant les moyens employés par son système pour partager en temps réel les données concernant les unités de soins intensifs et les respirateurs. En Afrique de l'Est, les jeunes entrepreneurs ont affronté la crise du Covid-19 et s'y sont adaptés en profitant des circonstances pour innover ou optimiser l'usage d'applications récemment créées qui fonctionnent dans toute une gamme de services. À l'annexe 1, d'autres exemples montrent comment les entreprises s'adaptent à la pandémie grâce à des innovations à la fois analogues et en ligne: kits ou centres de dépistage, production de masques, livraisons par drones, impression 3D ou énergie solaire.

Il faut savoir que, si de nombreuses solutions technologiques présentaient déjà leurs modèles hybrides comme des solutions indispensables pour l'Afrique avant la pandémie, le Covid-19 a poussé beaucoup de ces entreprises à innover et à basculer plus complètement en ligne. Jennifer Otieno, fondatrice et PDG d'EdTech, fait part de son expérience: «Pour moi, la plus belle réussite d'EdTech en matière d'acquisition de compétences, ce n'est pas qu'une entreprise ou une autre ait si brillamment réussi, c'est que tant d'organisations aient encouragé la mise à l'essai de modes inédits de fourniture et d'évaluation, ainsi que la façon dont les apprenants étaient prêts à tenter l'aventure des formations virtuelles (ce qu'ils étaient vraiment réticents à faire auparavant). Souvent, c'est le récit qui est partagé – vous ne pouvez tout simplement pas y parvenir avec les technologies, cela doit être fait en personne. Dorénavant, le récit est en train d'évoluer vers “il y a peut-être des moyens” ...»

Les expériences africaines sont diverses et, comme le rappellent Friederici et ses collaborateurs, «si l'entrepreneuriat numérique est apparu dans la plupart des grandes villes africaines, la portée et la profondeur des activités varient immensément» (Friederici et coll., 2020 : 75). Mesurés en nombre de jeunes entreprises, l'Égypte, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud représentent 60 % de l'activité entrepreneuriale totale du continent, les huit pays suivants (Côte d'Ivoire, Ghana, Maroc, Rwanda, Sénégal, Tunisie, Tanzanie et Ouganda) représentant 25 % de plus. Les 42 autres pays du continent représentent ensemble les 15 % de l'activité restants (ibid.) Les innovations précipitées par la crise du Covid-19 sont apparues principalement dans des secteurs tels que la santé, les services financiers, l'éducation, les services liés à l'aide et la logistique (voir annexe 1).

En Afrique, l'entrepreneuriat est fortement influencé par les réalités économiques, soumis aux contraintes des débouchés commerciaux et des contextes opérationnels, notamment les mauvaises infrastructures. Pour que l'entrepreneuriat numérique émerge et puisse évoluer, il est évident que l'accès à Internet ne suffit pas à lui seul, bien qu'il soit assurément une condition propice (von Briel et coll., 2018). S'il existe un fort potentiel d'innovation, peu de solutions d'entreprises numériques se sont hissées à l'échelle de la durabilité commerciale (même avant le début de la pandémie), et elles restent confinées à quelques pays africains, tels le Nigeria, le Kenya, l'Égypte et l'Afrique du Sud. Pour accompagner le développement de ce secteur et créer plus

d'entrepreneuriat et de perspectives d'emplois en faisant évoluer ces innovations numériques, des efforts doivent être consentis pour renforcer l'écosystème qui permet à ces plateformes de prospérer. Des politiques s'imposent pour créer un environnement des jobtech prospère, capable d'évoluer et durable en Afrique, pour un monde de l'après Covid-19 plus inclusif.

Ces changements ne profiteront qu'aux économies favorables à la numérisation, qui investissent dans les infrastructures nécessaires et qui adoptent les technologies réglementaires correspondantes (Tidjani Mamadou Bello, Assistant de liaison communautaire auprès de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine).

2.2 Créer un secteur des entreprises dirigé par les jeunes, prospère et à grande échelle dans la «nouvelle normalité»

Le rapport des Nations Unies sur la jeunesse 2020 indique que les pays qui savent le mieux absorber les technologies numériques tendent à être aussi ceux où la part de jeunes qui ont un emploi, suivent des études scolaires ou une formation est la plus élevée (Nations Unies, 2020). En aidant les individus à devenir plus connectés les uns avec les autres en ligne, les innovations technologiques ouvrent des marchés et créent de nouvelles perspectives d'emploi (Cisco, 2020). La numérisation de l'économie continuera à transformer différents secteurs dans les années à venir, offrant aux jeunes gens la possibilité de «surfer la vague» et mettre à profit le nouvel environnement économique.

Chaque année, plusieurs plateformes sont créées pour permettre aux jeunes de mettre au point des innovations technologiques. [...] Dans la plupart des cas, les jeunes avec qui je travaille s'adaptent en participant à l'apprentissage en équipe, à des ressources en ligne et à des groupes de travailleurs à la tâche comme StackOverflow, GitHub, etc. (Participant anonyme à la consultation).

C'est tout particulièrement intéressant pour les jeunes qui ne vivent pas dans les grands centres urbains où se concentrent souvent événements de réseautage, ateliers et incubateurs d'entreprises potentiels (YouthLAB, 2019). Les nouvelles technologies numériques permettent aux entrepreneurs sociaux de créer des méthodes inédites et révolutionnaires pour aborder les problèmes sociaux, et de profiter d'opportunités de formation, de mentorat et d'accéder aux réseaux situés bien au-delà de leur localité immédiate.

La révolution numérique a encouragé le développement d'un secteur numérique petit, mais en croissance rapide, dans lequel des entrepreneurs novateurs lancent des services numériques inédits tout en créant des emplois pour le 21^e siècle. Plus important encore, les technologies

numériques entraînent progressivement des gains de productivité dans les industries traditionnelles grâce à la valeur ajoutée qu'elles apportent dans les processus opérationnels (Madame Nadia Abdalla, secrétaire administrative générale, ministère des TIC, de l'Innovation et des Affaires de la Jeunesse, gouvernement du Kenya).

Pour autant, les participants à la table ronde ont qualifié de frein à l'entrepreneuriat les lacunes du soutien financier et de l'infrastructure numérique. De plus, les entreprises kényanes de technologie ne parviennent pas à se préparer au marché international faute de capitaux, de clientèle, de personnel adéquatement formé et d'infrastructures numériques. Pour réussir, ces plateformes ont besoin d'investissements, d'encadrement professionnel et de partenaires de formation pour soutenir un écosystème en bon état de fonctionnement doté d'une clientèle solide (Mercy Corps, 2019).

La difficulté pour ces jeunes gens est que les innovations sont coûteuses, mais que les gouvernements africains ne semblent avoir ni l'intention ni les moyens de subventionner le développement et l'expansion de l'usage de ces nouveautés. (Participant anonyme à la consultation).

La disponibilité de l'électricité et un accès à Internet peu coûteux, voire gratuit, sont essentiels. On ne le soulignera jamais assez (Aramide Abe, fondatrice de Naija Startups, Nigeria).

Pour pousser l'innovation à la hausse, les participants à la table ronde ont également évoqué la nécessité pour les pouvoirs publics d'inclure dans les établissements scolaires un programme numérique exhaustif afin de fournir un vivier de talents et de stimuler la croissance numérique, et une économie numérique source de créateurs d'emplois et pas seulement de demandeurs d'emploi.

On s'intéresse peu au développement au cours de la petite enfance dans les activités d'innovation et de numérisation, ni à l'élaboration de programmes scolaires qui incluent les TIC et leur apprentissage dans les écoles. Cela demande une démarche accélérée pour répondre aux demandes d'emploi qui arrivent (Mara Michelo, fondatrice et PDG de Jacaranda Hub, Zambie).

Le Covid a forcé le continent africain à réfléchir aux TI... L'éducation a été complètement prise au dépourvu, et maintenant nous avons besoin d'investissements dans les expériences scolaires. Ce que nous avons observé, c'est qu'il y a des secteurs où il faut investir, car ils sont à la traîne en ce qui concerne l'infrastructure et les investissements dans les TI. C'est à ces secteurs que les responsables politiques devraient s'intéresser maintenant (Jeremiah Keeya Mwanje, coordinateur du Forum parlementaire sur la jeunesse, Ouganda).

Les pouvoirs publics et les responsables politiques ont un rôle essentiel à jouer dans la promotion des nouveautés numériques, et les pays ont fait des progrès considérables dans la mise en place des éléments de leur économie nécessaires pour soutenir la maturité numérique. Les participants à la consultation n'ont eu de cesse d'insister sur l'importance de l'infrastructure internet et des investissements supplémentaires dans le matériel technologique pour améliorer la préparation au numérique, surtout s'agissant de créer les conditions du développement de nouvelles compétences dans les domaines émergents (Cisco, 2020).

L'un des participants à la table ronde a également évoqué les expériences positives du programme Ajira au Kenya, qui aide les jeunes à trouver des emplois dans lesquels ils sauront maîtriser l'instrument numérique en leur fournissant un espace bien équipé en ressources pour se former aux métiers d'entrepreneur, voire de créateur de certaines de ces plateformes.

Il y a de bons exemples de participation des pouvoirs publics... comme le leadership du ministère des TIC dans le programme numérique Ajira et l'action qu'a menée madame Nadia Abdalla au Kenya pour dialoguer avec dynamisme et efficacité avec les jeunes entrepreneurs numériques et les soutenir ainsi que leurs idées d'entreprise (Alex Kamanga, cofondateur de FUNDIS, Kenya).

Les incubateurs, accélérateurs et autres parties prenantes des technologies sont essentiels pour permettre aux solutions jobtech de prospérer, tant du point de vue commercial que du point de vue de l'impact. Or, peu d'entre eux connaissent les défis du secteur ou sont équipés pour accompagner de manière adéquate les jeunes pousses dans l'espace des jobtech. Le PDG d'une jeune entreprise d'Afrique de l'Est a observé: «Personne ne sait vraiment encore ce qui marche dans le secteur jobtech... on a besoin de recherches opérationnelles où les start-ups partagent leurs expériences de ce qui marche réellement et ce qui ne marche pas.»

Le gouvernement doit créer le cadre permettant d'encourager les perspectives liées aux TI pour les jeunes. Au Kenya, le gouvernement du comté devrait faire en sorte qu'une largeur de bande suffisante soit disponible à des taux abordables pour les entreprises dirigées par des jeunes. Des pôles d'innovation devraient être créés pour accompagner les initiatives des jeunes (Mary Kiguru, directrice dans le pays à Education For All Children, Kenya).

Les enseignements des edech, les technologies éducatives, et des fintech sont transférables dans l'espace jobtech, émulant l'énergie créative que produisent hackathons, idéathons et les nombreux entrepreneurs conjuguant leurs efforts pour trouver des solutions inédites. D'autres interventions à l'échelon de l'État peuvent considérablement façonner l'écosystème des innovations pour que celui-ci soit propice au jeune entrepreneuriat. Notons parmi celles-ci la réglementation des services, la mise en place de régimes fiscaux favorables et un accompagnement spécifique des PME. En faisant campagne pour sensibiliser toute la société aux avantages des technologies

numériques et promouvoir l'existence et le développement des plateformes et de possibilités d'innovation, les pouvoirs publics pourront aider les jeunes à exploiter les avantages de la numérisation. Plusieurs participants à la table ronde ont en outre indiqué que les régimes fiscaux devraient stimuler la croissance sans étouffer le secteur, recommandant notamment aux gouvernements de collaborer étroitement avec les experts du secteur et les jeunes innovateurs pour déterminer les structures fiscales appropriées.

La fiscalité ne doit pas être trop élevée afin de permettre à ces jeunes gens et à ces entrepreneurs de développer leur activité. Si les pouvoirs publics les imposent trop, ils ne pourront pas mener leurs activités économiques efficacement. (Catherine Kamau, fondatrice de Vijana Tustawi et membre pour les jeunes du conseil d'administration du Digital Opportunity Trust, Kenya).

Ce que je constate, c'est un effort général de la part des gouvernements... Pour faire baisser les coûts de gestion d'entreprise, le coût du capital sur leurs territoires respectifs. Cela s'est fait par des allègements fiscaux, des mesures de stimulation, une réduction des frais de transactions financières. De telles interventions sont toutefois plutôt générales et ne ciblent pas spécifiquement les entreprises du numérique et les jeunes entrepreneurs (Joshua Murima, Directeur de la mobilisation pour l'écosystème à Briter Bridges, Kenya).



Les gens travaillent à l'iHub Nairobi, un espace de co-travail pour les entrepreneurs technologiques au Kenya, 2013. Crédit photo : images rvdw / Shutterstock.com

Les PME ne sont pas toutes les mêmes. Les jeunes pousses ont des ressources différentes, aussi l'aide des pouvoirs publics doit leur être spécifique (Ropah Musvaire, cofondatrice et PDG de Kweza, Afrique du Sud).

Les débats autour de la table ronde ont souligné la nécessité d'élaborer des cadres pour améliorer les partenariats et la collaboration en faveur de l'innovation, et de comprendre les catalyseurs essentiels, les liens et les bonnes pratiques nécessaires pour améliorer et renforcer l'écosystème africain de l'innovation numérique. En diffusant les bonnes pratiques et en les rendant plus visibles et plus accessibles en Afrique et à l'extérieur, les pays et régions renforcent mutuellement leurs écosystèmes de l'innovation.

L'innovation est une question de systèmes, et comprendre les moyens de transformation numérique et les liens au sein de ce système est essentiel pour construire des écosystèmes de l'innovation dynamiques et compétitifs... Il est donc impératif de partager les connaissances, l'expertise et l'expérience régionales et mondiales pour consolider les écosystèmes de l'innovation dans les TIC dans le contexte africain (Madame Nadia Abdalla, secrétaire administrative générale, ministère des TIC, de l'Innovation et des Affaires de la Jeunesse, gouvernement du Kenya).

Les politiques numériques doivent être priorisées même pour les nations en développement – c'est la leçon que nous a donnée la pandémie de Covid-19. Ce n'est que maintenant que les régulateurs mettent en place des mesures comme les taxes sur les plateformes technologiques internationales qui s'implantent en Afrique. (Aramide Abe, fondatrice de Naija Startups, Nigeria).

Renforcer l'habileté technologique et numérique et exploiter le pouvoir et les ressources des partenariats privé-public formeraient certains des principes d'un environnement favorable et innovant. (Mallika Auplish, spécialiste hors classe des politiques à l'Organisation mondiale de la santé, Singapour).

Un cadre réglementaire adapté est vital pour donner à ces plateformes les moyens de s'accroître et aider l'économie numérique à évoluer tout en échafaudant un système robuste capable de protéger les droits et les moyens de subsistance des travailleurs numériques. En partenariat avec les pouvoirs publics et d'autres acteurs, les plateformes peuvent mettre en place des solutions qui amélioreront la décence du travail. Par exemple, des plateformes comme Sendy et SafeBoda au Kenya et au Nigeria se sont associées à des plateformes comme ImaliPay et Pezeshu pour fournir aux travailleurs des services d'assurance.

3 Encourager l'accès des jeunes au financement par le biais de la numérisation

3.1 Incidences du Covid-19 sur l'inclusion financière des jeunes

Dans le monde, sur dix entreprises, huit sont informelles (OIT, 2020b). Ce sont généralement de petites entreprises inscrites à aucun registre de commerce, qui emploient dix travailleurs ou moins, peu qualifiés et non déclarés. Il s'agit de parents non rémunérés associés à l'entreprise, principalement des femmes qui travaillent dans des conditions précaires sans sécurité sociale, sans prestations sociales couverture médicale ou protection de sécurité (OIT, 2020c). Elles sont caractérisées par une faible productivité et des taux d'épargne et d'investissement bas ainsi que par une accumulation limitée de capital, et ont tendance à être exclues des programmes d'assistance financière à court terme liés à la crise du Covid-19 (OIT, 2020c). Globalement, malgré les mesures de stimulation et d'accompagnement proposées, 86 % n'ont pas eu accès au soutien financier de l'État faute d'informations suffisantes sur la procédure à suivre et la façon d'en bénéficier. De nombreuses entreprises informelles sont montées et gérées par des jeunes qui eux aussi risquent d'être exclus des politiques publiques de manière plus générale. De même, les jeunes travailleurs migrants et non résidents courent un plus grand risque d'exploitation et d'abus, étant pour la plupart exclus des programmes nationaux de protection sociale (Pacte pour les jeunes dans l'action humanitaire, 2020).

Avant la pandémie de Covid-19, les plateformes numériques adaptaient progressivement leurs modèles économiques pour commencer à proposer des services financiers complémentaires (Dean, 2019a). Cette évolution avait ouvert la voie à une plus grande interaction entre les plateformes et les prestataires de services financiers (PSF) grâce à la formation de réseaux physiques, la standardisation des données de transaction et des paiements, de la rémunération des travailleurs, du rendement et des mesures incitatives, ainsi que de la vérification de l'identité (Dean, 2019b). Si les financements bancaires restent la source la plus courante de financement pour les jeunes pousses, les contraintes actuelles liées au crédit exigeront des modèles et des solutions de financement nouveaux et innovants pour faciliter l'accès et permettre aux MPME d'investir, de prospérer et d'innover, mais aussi de créer des emplois.

Il faut donc donner plus d'options de financement aux PME et aux entrepreneurs en leur faisant mieux comprendre toute la diversité des instruments de financement auxquels ils peuvent avoir accès selon leurs circonstances, et en encourageant les parties prenantes à réfléchir à de nouvelles approches et à des politiques novatrices pour le financement des PME et de l'entrepreneuriat (Madame Nadia Abdalla, secrétaire administrative générale, ministère des TIC, de l'Innovation et des Affaires de la Jeunesse, gouvernement du Kenya).

La crise sanitaire et les confinements qui s'en sont suivis ont perturbé les économies et les moyens de subsistance, ébranlant les gains acquis en matière d'inclusion financière dans le monde entier. Les fermetures de succursales de banques et les restrictions liées aux confinements imposées aux agents de services financiers mobiles et poussées par la crise du Covid-19 ont mis à dure épreuve les pratiques bancaires traditionnelles des PSF et créé simultanément de nouvelles possibilités pour les services financiers numériques (SFN). Des solutions sont progressivement utilisées pour aider un plus grand nombre de clients : épargne et prêts numériques, chatbots pour le service à la clientèle à distance, SMS vocaux en langues locales, etc. (Mastercard, 2020). Parmi d'autres exemples, il faut citer les demandes de prêts immobiliers en ligne, les paiements numériques et l'ouverture de comptes en ligne pour les nouveaux clients (Machasio, 2020).

Nous avons connu une hausse des plateformes de paiements, app d'épargne et d'influenceurs en matière d'éducation financière, qui ont contribué à former les jeunes et à leur faciliter l'accès à des capitaux. Les services offerts sur les plateformes comprennent les paiements et les virements, l'épargne, les prêts, etc. Les notations de crédit restent difficiles, car nous sommes loin d'être aussi développés que le sont les agences de notation de crédit occidentales. Nous n'en avons que quelques-unes, peut-être même une seule, et elles ne couvrent pas toute la population. De plus, l'absence de registres rend les notations plus difficiles. Le nombre d'escroqueries par téléphone concernant les plateformes et les paiements a sérieusement augmenté et doit être abordé du point de vue politique en termes de sécurité. Des arnaques par téléphone, SMS, WhatsApp et Telegram, nous en voyons tous les jours (Aramide Abe, fondatrice de Naija Startups, Nigeria).

L'exclusion financière peut prendre de nombreuses formes, et inclure des facteurs comme le produit, le genre et la localisation, et bien d'autres (Adelaja et coll., 2019). Les groupes vulnérables – les femmes, les jeunes et les ménages ruraux pauvres – ont été particulièrement touchés par les répercussions socioéconomiques de la pandémie. Dans la plupart des pays africains, les revenus ont baissé pour plus de la moitié de tous les ménages, ce qui a accru simultanément la dette nationale et celle des ménages et rendu l'accès aux facilités de crédit plus difficile (Tyson, 2020). Vu sous l'angle de l'inclusion financière, malgré les efforts des PSF pour opérer des changements concernant les conditions initiales de remboursement des prêts et accorder des moratoires sur les dettes, l'accès des jeunes au crédit, qui était déjà limité auparavant, est désormais encore plus ardu en raison des difficultés supplémentaires (ibid.).

Cela dit, les jeunes ont accumulé des dettes considérables à cause de la pandémie et du chômage. Faute de garanties, le secteur bancaire est réticent à proposer aux jeunes des facilités de crédit. C'est un processus tout à fait instable; les institutions financières et les jeunes s'engagent dans un environnement volatil. Il faut faire plus pour développer l'accès financier, la gestion du financement pour les jeunes sur le continent africain (Wavinya Mutwii, chercheuse, Kenya).

Si les technologies numériques ont offert des solutions financières initiales en réponse à la crise du Covid-19, les gouvernements devront inscrire dans leurs stratégies «reconstruire en mieux» l'accès à des produits et à des services financiers adaptés pour soutenir les entreprises dirigées par les jeunes. D'autres exemples seront examinés dans la section suivante.

Des transactions en espèces aux transactions électroniques sans numéraire

L'inclusion financière numérique, selon la définition de la Banque mondiale (2014) comprend «le déploiement de moyens numériques économiques pour offrir aux populations actuellement exclues financièrement et mal desservies une gamme de services financiers officiels adaptés à leurs besoins, fournis de manière responsable à un coût abordable pour les clients et viable pour les prestataires.» Comme indiqué précédemment, les populations sans comptes en banque, bénéficiant peu des services bancaires et les populations traditionnellement mal desservies, y compris les jeunes, ont pu accéder peu à peu à des services financiers par des moyens numériques, délaissant ainsi les transactions entièrement effectuées en espèces (Laurer et Lyman, 2015). Bien que le Covid-19 ait accéléré la tendance vers les transactions sans espèces effectuées par des modes d'exécution alternatifs (agents, paiements mobiles, GAB, services bancaires électroniques et mobiles, cartes et centres d'appels, etc.), les produits et services financiers doivent toujours être fournis de manière responsable et viable pour être inclusifs.

En gros, deux tiers des personnes qui n'ont pas de compte en banque ont un téléphone portable, ce qui offre une possibilité considérable d'inclusion financière (Amars et Blakstad, s.d.). S'il existe des données démontrant l'impact positif des paiements mobiles dans l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction des coûts (Bruhn et Wieser, 2019), c'est la diversité des règlements nationaux relatifs au secteur situé à l'intersection de la banque et des télécommunications qui tend à influencer les offres innovantes (Donovan, 2012). Au Ghana, par exemple, la Loi sur les paiements électroniques et les services financiers autorise les banques à exploiter directement leurs propres points de distribution et de paiements mobiles, la Loi sur les systèmes et les services de paiement contrôlant les systèmes des paiements et les opérations financières électroniques (Goldstreet Business, 2019). Au Kenya, les services de paiements mobiles relèvent du contrôle de l'Autorité kényane des communications et non de la responsabilité de la banque centrale (Benni et coll., 2020). Alors que la Banque du Ghana a plus d'autonomie pour réglementer le marché des paiements mobiles, garantissant une plus grande certitude aux investisseurs dans l'innovation (Goldstreet Business, 2019), les entreprises kényanes des fintech et des télécoms opèrent en vertu de règlements plus souples que ceux des banques commerciales, ce qui permet des prix plus compétitifs et une prestation plus rapide (Benni et coll., 2020).

Le Kenya est parmi les chefs de file de la promotion de l'inclusion financière par le biais de solutions financières numériques comme M-Pesa, Mula, PesaLink et Pesapal. Au Kenya, M-Pesa a perturbé le secteur financier et considérablement augmenté l'inclusion financière tout en élargissant les possibilités de nouveaux modèles et débouchés économiques. L'adoption de ces

innovations facilite les transactions et stimule l'activité commerciale des sociétés, des petites et moyennes entreprises et des particuliers. Cela se traduit à son tour par une amélioration de l'efficacité des milieux d'affaires, une accessibilité accrue, de l'interdépendance et de meilleurs niveaux de vie (Madame Nadia Abdalla, secrétaire administrative générale, ministère des TIC, de l'Innovation et des Affaires de la Jeunesse, gouvernement du Kenya).

Outre qu'ils permettent les transactions sans espèces et encouragent les transferts et virements d'argent aux plans régional et international, les paiements mobiles permettent aussi à de nouveaux modèles économiques de prospérer. Au Kenya, des sociétés de communication (Safaricom) et des banques commerciales (Equity Bank) s'associent à des plateformes internationales de paiements en ligne (PayPal et TransferTo) pour alléger les coûts des transactions financières et faciliter l'accès aux marchés mondiaux (Mercy Corps, 2019). À moyen terme, l'adoption de plateformes de paiements numériques adaptées aux besoins du client et de l'entreprise en termes d'interopérabilité, de sécurité, de frais et de qualité des services améliorera la capacité des MPME et des microentrepreneurs à participer pleinement à l'économie numérique. De ce point de vue, l'inclusion numérique devrait elle aussi être reconnue comme moteur d'inclusion financière et de développement d'entreprise.

Selon un consensus général, la pandémie a encouragé l'acceptation des transactions sans espèces et sans contact à travers l'Afrique subsaharienne et a ainsi changé les comportements à long terme. Par exemple, l'entrepreneur nigérian Uzoma Dozie, qui a récemment lancé la société Sparkle de services financiers opérés par la technologie, a expliqué que la pandémie avait contribué à encourager une plus grande acceptation des affaires en ligne, ce qui a permis à son entreprise de se développer plus vite que prévu (Jadesimi, 2020). De même, Olugbenga Agboola, PDG de la société des technologies financières Flutterwave, a indiqué que le confinement avait permis à son équipe de mettre en place une plateforme d'e-commerce pour aider les petits commerces dont les moyens en ligne sont limités à bénéficier de la demande croissante en intégrant les paiements et les livraisons (Jadesimi, 2020).

Cependant, si elle peut constituer un premier pas vers l'inclusion financière, la possession d'un portefeuille numérique ne suffit pas pour obtenir l'aide financière nécessaire en cas d'urgence et de dépenses imprévues. Le problème se pose de manière plus aiguë encore pour les femmes des zones rurales, qui ont moins de chances de posséder une pièce d'identité et plus de chances de dépendre de leurs proches de sexe masculin pour accéder à des services financiers, y compris à un porte-monnaie mobile.

Cybersécurité et cybercriminalité

Parmi d'autres facteurs signalés par les participants à la consultation, il faut citer le rôle des plateformes des réseaux sociaux proposant des services financiers, mais celles-ci n'étaient pas complètement à l'abri de la cybercriminalité.

Les plateformes de réseaux sociaux que j'ai vues et qui proposent des services financiers, par exemple, vous pouvez envoyer de l'argent via Snapchat et Facebook, alors ce sont des app qui ont eu beaucoup de succès et vous pouvez envoyer de l'argent à vos contacts ou vos amis. Elles pourraient avoir aidé beaucoup de jeunes à accéder à des fonds et à les envoyer à leurs contacts, mais il y a un risque d'arnaque au catfishing (Sarah Boateng, fondatrice d'Investing in Girls Education in Africa [IGEEnterprise], Ghana).

La Facilité pour l'inclusion financière numérique en Afrique (ADFI), instrument panafricain de la Banque africaine de développement conçu pour accélérer l'inclusion financière numérique dans toute l'Afrique, a entre autres deux piliers: l'infrastructure et la cybersécurité (BAD, s.d.). Le volume de transactions effectuées sur des plateformes non sécurisées, allié à une éducation financière limitée, a coûté aux pays africains 3,5 milliards de dollars en 2017 (Dahir, 2018). Il sera essentiel d'encourager la demande d'expertise pour trouver des solutions systémiques à court et à moyen terme. Pour lutter contre la cybercriminalité et renforcer la résilience des écosystèmes financiers numériques, un partenariat avec le Centre de ressources sur la cybersécurité en Afrique (ACRC pour l'inclusion financière)³ a récemment été lancé pour créer une plateforme de surveillance des cyberattaques contre les prestataires de services financiers et les particuliers, déployer des services de conseils individualisés et constituer un vivier de talents en cybersécurité à l'échelle du continent (BAD, 2021). Ce partenariat s'inscrit dans le prolongement des efforts menés par la Dotation Carnegie pour la paix internationale par le biais de son initiative de cyberpolitique qui a pour but de renforcer la cyber-résilience des institutions financières, et souligne l'urgence de relever ce défi mondialement, et pas seulement sur le continent africain (Dotation Carnegie pour la paix internationale, s.d.).

Numérisation des AVEC

Les données disponibles montrent que l'approche du modèle du groupe, par l'action collective, peut contribuer à lutter contre l'exclusion des jeunes gens des services financiers, améliorer les moyens de subsistance des jeunes et favoriser la croissance économique (Löwe et coll., 2019). Au cours des dernières années, les programmes de développement ont investi dans la relance des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) et des coopératives d'épargne. Pendant les confinements, certaines AVEC ont cessé de fonctionner, alors que d'autres se sont adaptées à la situation grâce à la numérisation.

Les partenaires du développement ont mis l'accent sur la mise en œuvre de projets et le ciblage des bénéficiaires en adoptant le modèle du groupe ou la coopération. Ils ont également intégré une approche de type AVEC à ces groupes comme moyen d'accès à l'épargne et à des prêts pour l'investissement (Participant anonyme à la consultation).

3 ACRC est inscrite au registre des entreprises et est la propriété de Cyber4Dev, consortium de deux entités dont le siège est situé au Luxembourg: Excellium Services et SecurityMadeIn.Lu.

Des recherches antérieures indiquent que la numérisation des opérations des AVEC pouvait rapidement accroître l'inclusion financière des tranches de jeunes mal desservies en facilitant les liens entre les AVEC et les services financiers officiels et les programmes d'action sociale des gouvernements (Amars et Blakstad, s.d.). À titre d'exemple, le service MOBIS dirigé par Ensibuuko offre aux groupements d'épargne et de prêts en Ouganda la possibilité de gérer leurs dossiers en ligne en s'appuyant sur les paiements mobiles (GSMA, 2018). Cela permet aux membres des coopératives d'épargne et de crédit (Coopec) d'effectuer des dépôts, des retraits et d'emprunter à leur Coopec sans avoir à assister à des réunions, directement depuis leur appareil mobile via paiements mobiles et SMS. La numérisation aurait en outre des effets favorables sur le rendement (réduction considérable des coûts de papeterie et augmentation des taux de remboursement des prêts), sur la productivité (réduction du temps passé à vaquer à des tâches liées à la Coopec et au traitement des dépôts, des remboursements des prêts des membres ainsi qu'à la production de rapports/aux procédures d'audit), sur la rentabilité (hausse du revenu et du nombre de membres) et sur la durabilité (augmentation du rendement des avoirs et du rendement des capitaux propres) (Wakyiku et Adong, 2018).

Par le biais des AVEC, les jeunes gens ont pu obtenir des prêts abordables destinés aux investissements. L'accès à des prêts abordables grâce aux groupements d'AVEC a pu contribuer à la résilience des entreprises. Les AVEC ont également pu favoriser la cohérence des activités du groupe. Il y a toutefois un chaînon manquant et des lacunes qu'il faut résoudre pour intégrer spécifiquement les technologies dans la méthodologie (Participant anonyme à la consultation).

Durant le Covid, il y a eu toutes sortes d'adaptations. Là où c'était possible, les groupes sont passés au numérique. Certains ont effectué leur remboursement au début du confinement au lieu d'attendre la fin du cycle. Certains continuent d'épargner en personne en faisant appel à des interactions personnelles pour les situations nécessitant une distanciation physique. Certains épargnent chez eux, mais communiquent les uns les autres par SMS pour rester redevables des sommes dues. Je suis sûre qu'il y a bien d'autres innovations encore (Karla Yoder, directrice technique, Perspectives économiques à Global Communities, États-Unis).

3.2 L'inclusion financière de la jeunesse dans le monde de l'après-pandémie

Les MPME dirigées par des jeunes et l'inclusion financière

Reconnaitre que les MPME couvrent une grande diversité de tailles, de structures et de modèles économiques d'entreprises, de ressources et d'états financiers, qu'elles ont un accès inégal à Internet ainsi que des besoins variés pourrait nous aider à formuler des politiques et programmes mieux adaptés. Qui plus est, si la proportion de femmes propriétaires d'entreprises en Afrique est parmi les plus élevées du monde (Mastercard, 2020), les femmes sont aussi pour la plupart

exclus du secteur financier et possèdent rarement un compte en banque ou une carte de débit/ crédit, ce qui ne leur laisse aucun moyen d'accéder aux allocations de secours en espèces versées par le gouvernement, celles-ci étant normalement virées directement sur les comptes bancaires (Mastercard, 2020). Compte tenu de cette constatation, les possibilités d'adoption des processus e-connaissance clientèle (eKYC) pourraient aplanir les difficultés d'accès aux services bancaires et financiers pour les individus et les MPME grâce à la fourniture d'une identité numérique, tout en étant conforme aux règlements sur la lutte contre le blanchiment d'argent et sur la lutte contre le financement du terrorisme (OCDE, 2020).

Par le biais des banques centrales et des banques commerciales, les pouvoirs publics lancent diverses initiatives pour promouvoir l'inclusion financière, mais le défi auquel ils sont confrontés est celui de la PRISE DE CONSCIENCE (on ne réfléchit pas assez aux stratégies de communication et au S&E). Le numéro de vérification bancaire (NVB) au Nigeria a encouragé davantage de gens à ouvrir des comptes en banque, mais il y a encore de gros écarts. D'autres régions du monde peuvent apprendre comment l'innovation inversée peut bel et bien fonctionner là où les infrastructures et les ressources sont limitées. Aujourd'hui, pourtant, avoir accès à l'argent mobile n'exige pas forcément la détention d'un compte bancaire, ce qui veut dire qu'ils sont toujours sans banque (Aramide Abe, fondatrice de Naija Startups, Nigeria).



Groupe de jeunes femmes nigérianes en conversation sur un ordinateur portable. Crédit photo_ I_am_zews _ Shutterstock.com

Traditionnellement, le secteur financier s'est montré plutôt indifférent envers l'aide au financement des entreprises sociales, les fonds provenant pour la plupart de subventions de l'État, de donateurs, de fondations et d'initiatives de responsabilité sociale d'entreprise émanant de sociétés privées (Navarrete Moreno, 2017). Couplée au nombre élevé de jeunes entrepreneurs qui n'ont ni profil financier, ni actifs, ni garanties, cette situation rend l'obtention de prêts difficile pour les jeunes. Elle est rendue d'autant plus critique au cours de la phase de démarrage où les jeunes entrepreneurs ont tendance à n'avoir aucun accès à des indicateurs de performance, et des plans d'activités qui peuvent sembler trop risqués (YouthLAB, 2019). La conception de services financiers adaptés aux jeunes qui tiennent compte de ces obstacles pourrait contribuer à doper le jeune entrepreneuriat et la relance après le Covid-19.

En ce moment en Ouganda, la Banque d'Ouganda a ordonné à toutes les banques commerciales de baisser leurs taux d'intérêt pour répondre à ces effets produits par le Covid. Personnellement, je suggère qu'on mette en place des systèmes financiers ciblant les jeunes pour permettre leur inclusion financière et l'innovation; on devrait avoir un système adéquatement contrôlé par des jeunes ou des professionnels aguerris pour les guider dans la réussite; sinon, les jeunes auront beaucoup de mal à obtenir de l'argent pour leurs projets innovants (Constantine Loum, maître de conférences à l'université de Gulu, Ouganda).

Les programmes de jeune entrepreneuriat qui aident les jeunes à accéder à des services financiers ont remarqué qu'avant la crise sanitaire, la tendance était à l'épargne – même si elle était marginale – plutôt qu'aux prêts lorsqu'il s'agissait d'investissements d'entreprises. Cette tendance va de pair avec les conseils de formation donnés aux jeunes en matière de stratégies pour développer leur entreprise et, surtout, gérer leurs flux de trésorerie – compétence souvent sous-estimée et souvent absente des MPME. Les données fournies par les participants laissent penser que le financement participatif représente lui aussi une opportunité et une éventuelle source de capital pour les petites entreprises qui ne peuvent pas obtenir l'aide des banques traditionnelles.

Dans nos travaux avec des jeunes Ghanéens, on s'intéressait bien plus à l'épargne qu'au crédit. Et le crédit avec lequel la plupart étaient à l'aise, c'était les petites sommes proposées par les plateformes mobiles (Karla Yoder, directrice technique, Perspectives économiques à Global Communities, États-Unis).

Je pense que les très petites entreprises et les microentrepreneurs préféreraient épargner pour investir. Le crédit destiné à l'investissement de subsistance n'a réellement d'intérêt que pour ceux dont l'entreprise a atteint un certain niveau de croissance. Nos recherches montrent que le crédit mobile concerne pour l'essentiel de petites sommes utilisées pour «s'en sortir» jusqu'à la prochaine rentrée d'argent (Catherine Fitzgibbon, consultante en politique de développement pour le Financial Sector Deepening Trust, Kenya).

Les flux de trésorerie représentent un gros défi, et cela tient du fait que certains chefs d'entreprises ou jeunes pousses informelles risquent de ne pas avoir les bonnes compétences pour les gérer ou pour en comprendre le fonctionnement... Le financement participatif peut être une source de capital lorsque les sociétés commerciales et les banques traditionnelles ne peuvent pas aider les PME, mais de plus petits agents peuvent se réunir pour proposer des alternatives (Ropah Musvaire, cofondatrice et PDG de Kweza, Afrique du Sud).

Pour encourager des investissements soutenus, les mécanismes de paiements mobiles et les plateformes numériques doivent porter davantage leur attention sur la fourniture de services au-delà des recharges mobiles, des transactions d'encaissement/versement de base ou des transactions entre particuliers (P2P) en développant et en promouvant une plus grande variété de SFN. Or, les souscriptions d'assurance tendent à être relativement faibles chez les jeunes gens, avec des taux de 9,1% au Nigeria 4% en Afrique du Sud seulement, ce qui souligne le potentiel d'augmenter la portée des microassurances (OCDE, 2020).

Les travailleurs à la tâche ont besoin de renforcement des capacités, de formation financière et d'introduction aux nouvelles plateformes numériques afin d'obtenir de meilleurs résultats et de meilleures notations de crédit. Dans une récession imminente, les enjeux de l'inclusion financière sont le manque de fonds disponibles, de sorte que beaucoup de gens ne parviennent pas à obtenir la diligence raisonnable et la notation de crédit fixées, ce qui les empêche de bénéficier d'éventuels emprunts (Dre Juliana Kisimbii, Pacte économique national sur le Coronavirus, Kenya).

D'autres types d'aide et de structures de financement susceptibles d'aider les MPME et les microentrepreneurs à innover et à prospérer dans les écosystèmes numériques sont résumés dans le tableau suivant:

Table 1 Type de soutien et de structures de financement pour les MPME et les microentrepreneurs

Développement d'un marché numérique robuste	<ul style="list-style-type: none"> ● Qualité accrue de l'inclusion financière ● Concurrence loyale ● Résilience de l'infrastructure des données ● Protection avancée du consommateur ● Intégration régionale accrue
Fourniture d'aide financière immédiate aux PME	<ul style="list-style-type: none"> ● Subventions, prêts, allègements fiscaux ● Protection des rémunérations, des prêts et remboursements ● Prolongation des délais de paiement des dettes, loyers et charges ● Soutien pour reconvertir la production vers les besoins immédiats

Source: Ministère des TIC, de l'Innovation et des Affaires de la jeunesse, gouvernement du Kenya.

3.3 Concevoir des stratégies d'inclusion financière centrées sur l'humain

Pour encourager des financements abordables, les pouvoirs publics, le secteur privé et les programmes de développement doivent plaider en faveur de services numériques qui s'éloignent des modèles prédateurs et mettent l'être humain au cœur de leurs activités. Les prêts bancaires par téléphone mobile et les applications de prêt telles que Tala, Timiza ou Branch qui proposent des facilités de crédit instantanées assorties de délais de remboursement souples connaissent un essor. Ces services ont révolutionné l'accès des jeunes au financement comme les PSF officiels n'ont pas été capables de le faire. Selon l'enquête FinAccess de 2016, 27% des Kényans de plus de 18 ans avaient obtenu un crédit en ligne, soit plus de 6 millions d'emprunteurs (Banque centrale du Kenya, 2016), et la plateforme M-Shwari au Kenya compte plus de 20 millions de clients et distribue plus de 70 000 prêts par jour (Benni et coll., 2020).

La pandémie a perturbé l'économie au Kenya comme dans le reste du monde. C'est pire pour les petites entreprises qui utilisent ces applications pour financer leur affaire. Ces applications offrent très peu de formalités de crédit; un téléphone portable pour s'inscrire en ligne – aucune garantie. Elles sont faciles d'accès et le délai de remboursement est au choix du client. Une fois par mois ou tous les quinze jours – avec la pandémie, les emprunts à paiement différé sont actualisés. Selon un rapport de la Banque centrale du Kenya, certaines de ces applications mobiles ne font l'objet d'aucune réglementation, ce qui a entraîné la fermeture de leurs services. Les institutions de microfinancement sont bien conformes aux règlements de la banque centrale relatifs aux prêts. Mais là encore, peu de recherches ont été menées sur les applications de crédit mobiles au Kenya (Wavinya Mutwii, chercheuse, Kenya).

Ainsi, des produits conçus pour «tendre la main» et encourager l'inclusion financière ont en même temps créé de nouveaux risques. Parmi ces risques, on citera de nouveaux types de fraude, des préoccupations concernant la sécurité, la protection de la vie privée ou la confidentialité, l'accès rapide à des crédits à court terme et très coûteux, ou de nouveaux types d'exclusion financière liés au manque d'accès à un téléphone portable ou à un ordinateur, au manque de connectivité, ou encore au profilage numérique aux fins de décisions de prêt et d'assurance (OCDE, 2020). Il y a d'autres risques, notamment la hausse de l'endettement personnel et de la fraude; au Kenya, les prêts via les paiements mobiles et les prêts via des applications numériques enregistrent en moyenne des niveaux de défaut de 18,1% et 9,4% respectivement (Banque centrale du Kenya et coll., 2019). Les SFN tels que l'assurance et l'investissement fournis par les plateformes numériques commerciales doivent être adéquatement réglementés par les institutions financières et les télécommunications afin de parer à ces risques (Laurer et Lyman, 2015). De plus, les informations disponibles ayant tendance à être trop techniques ou déconcertantes pour les internautes, ces derniers ont aussi besoin qu'on les éduque et qu'on leur tende la main afin qu'ils aient les informations nécessaires pour se protéger de la fraude et prendre conscience des principes fondamentaux du respect de la vie privée (Monsees, 2020).

En ce qui concerne les délits de cybercriminalité et d'escroquerie, les pouvoirs publics veillent à passer des lois pour lutter contre la cybercriminalité, à former des spécialistes et à engager les services d'experts en la matière pour faire face à de telles éventualités. Le Kenya et le Nigeria prennent des mesures sérieuses pour lutter contre la cybercriminalité et l'escroquerie. (Dre Juliana Kisimbii, Pacte économique national sur le Coronavirus, Kenya).

En fait j'essayais d'exprimer un peu de scepticisme au sujet du crédit numérique comme panacée. Je crois qu'il est possible que les «opportunités monétaires»... s'étendent à d'autres produits, comme l'épargne, les paiements, versements et assurances numériques. Le crédit numérique se développe sur certains marchés, et pour les jeunes, en termes de santé financière, ça n'a pas souvent donné de bons résultats. Cela cause beaucoup de surendettement et pas assez d'épargne pour se prémunir des périodes comme la crise actuelle (Chris Czerwonka, fondateur et PDG de Mosabi, Sierra Leone).

En évitant les conseils normalement donnés par les services financiers officiels et en optant plutôt pour le crédit numérique, les jeunes gens risquent de se retrouver dans des situations difficiles, notamment lorsqu'ils s'abonnent à un service sans forcément être conscients des risques encourus.

Un aspect intéressant est le manque de moyens de contrôle de la confidentialité chez certains créanciers numériques. Au Kenya, nous avons appris que pour obtenir un prêt, un jeune qui emprunte autorise le créancier (peut-être par mégarde) à accéder à toutes ses activités au téléphone/sur Internet – et à les utiliser ensuite pour évaluer sa solvabilité financière. Beaucoup de jeunes ne considèrent pas cela comme un problème, pourvu qu'ils obtiennent l'argent. D'ailleurs, certains ont indiqué qu'ils «jouaient» le système, par exemple en affichant beaucoup d'images de femmes légèrement vêtues pour obtenir beaucoup de «J'aime», ce qui apparemment augmente la solvabilité financière d'une personne parce que c'est signe d'un capital social élevé! (Catherine Fitzgibbon, consultante en politique de développement pour le Financial Sector Deepening Trust, Kenya).

L'éducation financière est une qualité essentielle de l'inclusion financière. Améliorer l'accès des travailleurs au financement peut les aider à renforcer leur résilience, développer leurs capacités et éventuellement passer du travail indépendant à la microentreprise. En Sierra Leone, par exemple, la plateforme mobile Mosabi prestataire de formations à l'éducation financière et aux compétences essentielles aide les citoyens et les MPME défavorisés des marchés émergents à améliorer leurs décisions et leurs comportements concernant leur entreprise et leur argent (Mosabi, s.d.). Ces formations couvrent de nombreuses disciplines, notamment les compétences d'entreprise clés, la gestion de l'argent et l'éducation financière – ainsi que le renforcement des compétences commerciales et numériques pour les jeunes, les entrepreneurs informels, les MPME, les travailleurs de l'économie à la tâche, les petits exploitants agricoles et autres. En fonction de son profil, la plateforme met l'utilisateur en contact avec un SFN qui lui fournira des ressources le long de son parcours dans l'économie numérique. Dans la phase de relance de la pandémie, les plus exclus pouvaient être aidés à élaborer des stratégies d'adaptation par le biais de

diverses plateformes de médias utilisant vidéos, podcasts et documents audio pour promouvoir l'éducation financière et l'adhésion à des services financiers numériques, comme l'illustre un participant à la consultation ci-dessous.

Les utilisateurs de Mosabi bénéficient de nos enseignements pour prendre de meilleures décisions et adopter de meilleurs comportements en ce qui concerne les finances de leur ménage et de leur entreprise. Les microformations de Mosabi se traduisent par une notation des analyses des profils et des données qui fait en sorte que les utilisateurs soient mis en relation avec les prestataires et les produits les mieux adaptés à leurs circonstances, et qu'ils utilisent ces services de manière constructive pour en tirer de la valeur. La notation se fonde sur l'état de préparation (démontrer sa compréhension du contenu) et sur le risque (autres données recueillies au sujet de l'activité commerciale de l'individu, ses flux budgétaires, son revenu, etc.). Et, plutôt que de jouer nous-mêmes le rôle de créancier numérique, nous sommes associés à des prestataires locaux et orientons ensuite nos utilisateurs, un peu comme un «coach numérique», pour les aider à décider parmi ces prestataires (Chris Czerwonka, fondateur et PDG de Mosabi, Sierra Leone).

De ce fait, pour aider les jeunes gens à choisir des pratiques sûres et porteuses pour le développement de leur entreprise, il est nécessaire de coupler les formations à l'éducation financière et celles à la gestion d'entreprise pour accéder au crédit :

Certes, le crédit a été accessible aux jeunes, mais avec peu de formations sur la façon de gérer leurs finances. Il est nécessaire de se focaliser davantage sur l'éducation financière pour les jeunes et sur les compétences en gestion d'entreprise. Nous n'avons pas dispensé de formations sur la consultation comme compétence clé. Les jeunes qui se lancent dans ces projets ont besoin de ces compétences et d'apprendre à mieux se prendre en charge. (Mary Kiguru, directrice dans le pays à Education For All Children, Kenya).

Si des comptes d'épargne spécifiques ou des comptes de paiement de base sont parfois adaptés aux jeunes, par exemple les comptes exonérés d'impôts en Afrique du Sud (OCDE, 2020), il faut faire plus pour répondre aux besoins des jeunes, en particulier dans l'environnement numérique. Il faut notamment des services à la clientèle et des produits adaptés. Par ailleurs, les PSF en ligne et les plateformes numériques qui offrent des services financiers doivent exploiter les données dont ils disposent pour affiner leurs produits et services et améliorer l'expérience client (Rodriguez et coll., 2019).

4 Conclusion

L'économie à la tâche est en train de créer des perspectives économiques mitigées pour les jeunes gens sur le continent africain. Elle offre une alternative à l'emploi informel, ce qui est important dans une région où 80 % des emplois sont dans le secteur informel. Il n'est pas certain pour autant que les plateformes collaboratives suffisent pour répondre aux besoins de l'emploi des jeunes et absorber l'explosion démographique des jeunes. La diversité des plateformes facilite l'accès des jeunes à divers secteurs couvrant le travail en ligne et hors ligne, favorise le jeune entrepreneuriat et offre des perspectives de formation. La pandémie de Covid-19 a stimulé les emplois et les tâches sur certaines plateformes, tandis que d'autres – où une présence physique était requise – ont perdu des débouchés à cause des confinements. Les retombées négatives de la crise sanitaire ont en outre mis en relief la grave question de savoir comment fournir une protection sociale efficace dans l'économie numérique. Si certaines plateformes ont mis au banc d'essais des méthodes inédites pour intégrer des produits et services d'assurance et de protection sociale, celles-ci demeurent limitées, et une grande majorité de travailleurs à la tâche ont été laissés pour compte. Les plateformes collaboratives ont un rôle à jouer pour aider leurs travailleurs à obtenir une identité, des droits et une protection sociale, mais aussi pour les aider à améliorer leur culture numérique; quant aux gouvernements, leur rôle est de régler cet écosystème et de lui donner les moyens de bien fonctionner.

L'émergence du travail à la tâche et la façon dont les jeunes gens accèdent aux opportunités qu'il offre laissent penser que la qualité du travail, ainsi que le niveau de revenus généré, pourraient ne pas toujours répondre à leurs besoins ou à leurs aspirations. Cette situation est exacerbée par les allégations de pratiques discriminatoires en matière d'embauche et les stéréotypes nuisibles sur le continent, qui contribuent au peu d'intérêt à embaucher des talents africains par rapport à des travailleurs indépendants situés aux États-Unis ou en Europe. Ces déséquilibres menacent davantage la qualité du travail. S'il est limité à certaines plateformes, le renforcement des compétences équipe les jeunes d'expériences et de savoir-faire supplémentaires et transférables pour accéder aux futures offres d'emploi. Aussi des investissements accrus dans la formation en cours d'emploi créeront-ils une main-d'œuvre mieux instruite et plus productive tout en améliorant la rétention des talents. Le plus grand défi émanant de l'économie à la tâche concerne son accessibilité, en raison de l'infrastructure limitée, des coûts élevés d'Internet et de sa couverture sous-optimale, auxquels s'ajoute un manque de compétences chez les jeunes. Ces carences doivent être abordées pour permettre une participation optimale aux plateformes. À présent, les plateformes collaboratives ont tendance à opérer surtout dans les zones urbaines et offrent des perspectives économiques surtout aux jeunes citadins.

Les innovations technologiques ouvrent des marchés et ont le potentiel de créer de nouvelles perspectives économiques, y compris pour ceux qui vivent en dehors de centres urbains, où se trouve d'habitude l'infrastructure de soutien. Destinés à améliorer et à rendre plus équitable la connectivité Internet tant en zones urbaines qu'en zones rurales, des investissements dans les

infrastructures contribueront à bâtir un écosystème au sein duquel l'économie numérique pourra se développer, et soutenir ainsi le niveau d'entrepreneuriat nécessaire pour relever le défi de l'emploi des jeunes en Afrique. Si le Covid-19 a incité certains entrepreneurs à innover, il a aussi rendu plus difficile à d'autres de réorienter leur modèle économique pour s'adapter aux défis. Le manque d'aide financière et les difficultés qu'ont eues les microentrepreneurs et les MPME pour y accéder ont souligné le besoin pour les gouvernements et les acteurs du développement de se mobiliser en faveur de solutions telles que les allègements fiscaux, les programmes d'aide aux PME, et les campagnes de sensibilisation ciblant les MPME. L'élaboration d'un cadre réglementaire efficace faciliterait l'innovation tout en gérant les risques, ce qui permettrait aux incubateurs et aux accélérateurs souvent mal équipés pour répondre aux défis spécifiques au secteur de réaliser pleinement leur potentiel.

La crise du Covid-19 a accéléré le passage aux transactions sans espèces. Cela a provoqué une vague de crédit mobile et facilité l'accès des jeunes gens au financement, mais cela a aussi créé de nouveaux risques, tels les prêts irresponsables, la fraude et les problèmes de confidentialité. Ceci tient en partie du fait que le crédit numérique contourne souvent les services consultatifs traditionnellement associés aux services financiers, ce qui exacerbe les risques pour la protection du consommateur. Le système est également affaibli par l'éducation financière limitée des consommateurs, ce qui souligne le besoin de programmes capables de contribuer à atténuer ces risques. Par ailleurs, avoir un portefeuille mobile ne suffit pas à répondre à tous les besoins financiers. Il est nécessaire que les prestataires de paiements mobiles étendent leur gamme de services et que la microassurance soit développée. Globalement, plus de mesures s'imposent aussi pour adapter les services financiers aux besoins de la jeunesse. Si cela était vrai avant la crise du Covid-19, les réponses à la pandémie ont souligné l'importance critique des approches centrées sur l'humain et des services financiers adaptés aux jeunes. L'exclusion financière demeure une réalité, surtout pour les MPME et les groupes vulnérables, par exemple les femmes, qui n'ont souvent pas de preuve d'identité numérique. Pour surmonter ces obstacles, le développement de l'e-connaissance clientèle sera important pour ceux qui opèrent dans l'économie des plateformes numériques ou qui sont disposés à y entrer.

Les entreprises, et notamment les entreprises sociales et celles dirigées par des jeunes, peinent à obtenir des prêts, car l'absence d'indicateurs de rendement dans la phase de démarrage les classe comme étant trop risquées. En outre, il serait possible de dynamiser l'épargne, de dispenser des formations pour mieux gérer les flux de trésorerie et de faire appel au financement participatif. Enfin, les services financiers collectifs tels que les associations villageoises d'épargne et de crédit contribuent à stimuler l'inclusion financière, et leur numérisation affiche des résultats prometteurs pour la promotion de la croissance des entreprises. Il est possible d'approfondir le développement de ces services.

Bibliographie

- Adelaja, O., Adetunji, O., Ajai, O. et coll.** (2019) *Digital financial services in Nigeria: state of the market report*. Lagos: SIDFS, Lagos Business School (<https://www.findevgateway.org/paper/2020/12/digital-financial-services-nigeria-state-market-report-2020>).
- Amars, L. et Blakstad, S.** (s.d.). *Digitizing VSLAs: rethinking financial inclusion for the poor*. Copenhagen: hiveonline (<https://www.hivenetwork.online/digitizing-vslas/>).
- BAD – Banque africaine de développement** (s.d.) «Facilité pour l’inclusion financière numérique en Afrique (ADFI)». Page web. Banque africaine de développement (<https://www.afdb.org/en/adfi>).
- BAD** (2021) ‘ADFI extends a grant of \$2 million to strengthen cybersecurity and boost financial inclusion in Africa’. Communiqué de presse, 5 mars (<https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-extends-grant-2-million-strengthen-cybersecurity-and-boost-financial-inclusion-africa-42526>).
- Banque centrale du Kenya, Bureau central de statistiques et Financial Sector Deepening Kenya** (2016) *2016 FinAccess Household Survey*. Nairobi: Banque centrale du Kenya, KBNS et FSD Kenya (https://www.centralbank.go.ke/uploads/financial_inclusion/736331048_FinAccess%20%20Household%202016%20Key%20Results%20Report.pdf).
- Banque centrale du Kenya, Bureau central de statistiques et Financial Sector Deepening Kenya** (2019) *2019 FinAccess Household Survey*. Nairobi: Banque centrale du Kenya, KBNS et FSD Kenya ([https://www.centralbank.go.ke/uploads/financial_inclusion/1035460079_2019%20FinAcces%20Report%20\(web\).pdf](https://www.centralbank.go.ke/uploads/financial_inclusion/1035460079_2019%20FinAcces%20Report%20(web).pdf)).
- Banque mondiale** (2014) «L’inclusion financière numérique». Page web. Groupe Banque mondiale (<https://www.worldbank.org/en/topic/financialinclusion/publication/digital-financial-inclusion>).
- BBC** (2021) «Uber drivers are workers not self-employed, Supreme Court rules». BBC, 19 février (<https://www.bbc.co.uk/news/business-56123668>).
- Benni, N., Berno, D. et Ho, H.** (2020) *Agricultural finance and the youth: prospects for financial inclusion in Kenya*. Rome: Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (<https://doi.org/10.4060/cb2297en>).
- Bloomberg** (2020) «Uber reports first-ever decline in rides booked, business drops by 80%». Bloomberg, 7 mai (<https://www.bloomberg.com/news/videos/2020-05-07/uber-reports-first-ever-decline-in-rides-booked-business-drops-by-80-video>).
- Bruhn, M. et Wieser, C.** (2019) «Does mobile money improve livelihoods for households in poor and remote areas?». Finance and PSD Impact 55. Washington DC : Banque mondiale (<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/32605>).

- Cañigueral Bagó, A., Heredero, E, Okumura, M., Molina, E. et Ripani, L.** (2021) *WorkerTech: how technology can improve emerging jobs in Latin America and the Caribbean*. Washington DC : Banque interaméricaine de développement (<https://doi.org/10.18235/0003206>).
- Caribou Digital et Qhala** (2020) *The experience of platform livelihoods in the Global South: a literature review* (V1.01). Farnham : Caribou Digital Publishing (<https://www.platformlivelihoods.com/wp-content/uploads/2020/10/QYDEL-v1.01.pdf>).
- Cisco** (2020) Rapport «Cisco global digital readiness index 2019». Fichier électronique, Cisco Systems Inc. (https://www.cisco.com/c/m/en_us/about/corporate-social-responsibility/research-resources/digital-readiness-index.html#).
- CNUCED – Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement** (2021) *Covid-19 et e-commerce: bilan mondial*. Rapport. New York : Publications des Nations Unies (https://unctad.org/system/files/official-document/dtlstict2020d13_en_o.pdf).
- Dahir, A.L.** (2018) “Cybercrime is costing Africa’s businesses billions”. Quartz Africa, 12 juin (<https://qz.com/africa/1303532/cybercrime-costs-businesses-in-kenya-south-africa-nigeria-billions/>).
- Dean, M.** (2019 a) “Why African platforms are adding financial services to their business models”. Blog. Finance in a Digital Africa, 3 juin (<https://www.financedigitalafrica.org/2019/06/03/why-african-platforms-are-adding-financial-services-to-their-business-models/>).
- Dean, M.** (2019b) “Three important ways platforms are changing the landscape for financial inclusion”. Blog. Finance in a Digital Africa, 3 juin (<https://www.financedigitalafrica.org/2019/06/03/three-important-ways-platforms-are-changing-the-landscape-for-financial-inclusion/>).
- Donner, J., Dean, M., Osborn, J. et Schiff, A.** (2020) *Platform-led upskilling: how marketplace platforms can transform emerging markets by investing in skills development*. Farnham : Caribou Digital Publishing (<https://www.cariboudigital.net/transformationalupskillingpltureport/>).
- Donovan, K.** (2012) ‘Mobile money for financial inclusion’ in World Bank (ed.) *Information and communications for development 2012*. Washington DC : Banque mondiale (https://doi.org/10.1596/9780821389911_cho4).
- Dotation Carnegie pour la paix internationale** (s.d.) «Cybersecurity and the financial system». Page web. Dotation Carnegie pour la paix internationale (<https://carnegieendowment.org/specialprojects/fincyber/>).
- DOT** (2016) *Youth voices: digital lives and livelihoods in Africa, the Middle East and indigenous Canada*. Ottawa ON: Digital Opportunity Trust (<https://www.dotrust.org/media/2017/04/Youth-Voices-Digital-Lives-and-Livelihoods-2016.pdf>).
- État de Californie** (2020), projet de loi de l’Assemblée N° 5: Chapitre 296. Worker status: employees and independent contractors bill. Bureau des conseillers législatifs, 18 septembre (https://leginfo.legislature.ca.gov/faces/billTextClient.xhtml?bill_id=201920200AB5).

- Fairwork** (2020) *Gig workers, platforms and government during Covid-19 in South Africa*. Oxford: Fairwork (<https://fair.work/en/fw/publications/gig-workers-platforms-and-government-during-covid-19-in-south-africa/>).
- FEM – Forum économique mondial** (2020) «Africa needs digital skills across the economy - not just the tech sector». Genève: FEM (<https://www.weforum.org/agenda/2020/10/africa-needs-digital-skills-across-the-economy-not-just-tech-sector/>).
- Fiverr** (2021) 'Fiverr Announces Fourth Quarter and Full Year 2020 Results'. Communiqué de presse, 19 février (<https://www.fiverr.com/news/fy2020-earnings>).
- Fondation Mastercard** (2015) *Youth at work: building economic opportunities for young people in Africa*. Toronto: Fondation Mastercard (<https://mastercardfdn.org/research/youth-at-work/>).
- Fondation Mastercard** (2017) *Invisible lives: understanding youth livelihoods in Ghana and Uganda*. Toronto: Fondation Mastercard (https://youtheconomicopportunities.org/sites/default/files/uploads/resource/Report_YouthLivelihoods_Feb2017.pdf).
- Friederici, N., Wahome, M. et Graham, M.** (2020) *Digital entrepreneurship in Africa: how a continent is escaping Silicon Valley's long shadow*. Cambridge MA: The MIT Press.
- Gachoka, A. et Winiecki, J.** (2020) *Assessing the impact of tech-enabled urban mobility*. Cambridge MA: BFA Global (https://bfa-global.com/wp-content/uploads/2020/06/Shell-Foundation_BFA_SafeBoda_MAX_Impact.pdf).
- Goldstreet Business** (2019) 'How mobile money is driving financial inclusion in Ghana'. Page web de Goldstreet Business, 19 août (<https://goldstreetbusiness.com/2019/business/how-mobile-money-is-driving-financial-inclusion-in-ghana/>).
- Google et SFI – Société financière internationale** (2020) *e-Conomy Africa 2020: Africa's \$180 billion internet economy future*. Mountain View CA et Washington DC: Google et Société financière internationale (<https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/e358c23f-afe3-49c5-a509-034257688580/e-Conomy-Africa-2020.pdf?MOD=AJPERES&CVID=nmuGYF>).
- GSMA** (2018) 'Ensibuuko: driving financial inclusion by digitising traditional saving groups' *Start-Ups and Mobile in Emerging Markets: Insights from the GSMA Ecosystem Accelerator*, 4: 16–19 (<https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2018/12/Start-ups-and-Mobile-in-Emerging-Markets-Issue-4.pdf>).
- GSMA** (2020) *Connected society: the state of mobile internet connectivity 2020*. Londres: GSMA (<https://www.gsma.com/r/wp-content/uploads/2020/09/GSMA-State-of-Mobile-Internet-Connectivity-Report-2020.pdf>).
- Heeks, R.** (2017) *Decent work and the digital gig economy: a developing country perspective on employment impacts and standards in online outsourcing, crowdwork, etc.* Development Informatics Working Paper Series No 71. Manchester University: Global Development Institute (https://hummedia.manchester.ac.uk/institutes/gdi/publications/workingpapers/di/di_wp71.pdf).
- insight2impact** (s.d.) «Africa's digital platforms database». Fichier électronique, insight2impact (http://access.i2ifacility.org/Digital_platforms/).
- Jadesimi, A.** (2020) «Fintech: driving a digital culture». New African, 1^{er} novembre (<https://www.pressreader.com/kenya/new-african/20201101/textview>).
- Kehoe, S.** (2015) 'What mobile banking can do for Africa'. Page web. Forum économique mondial, 3 juin. <https://www.weforum.org/agenda/2015/06/what-mobile-banking-can-do-for-africa/>.

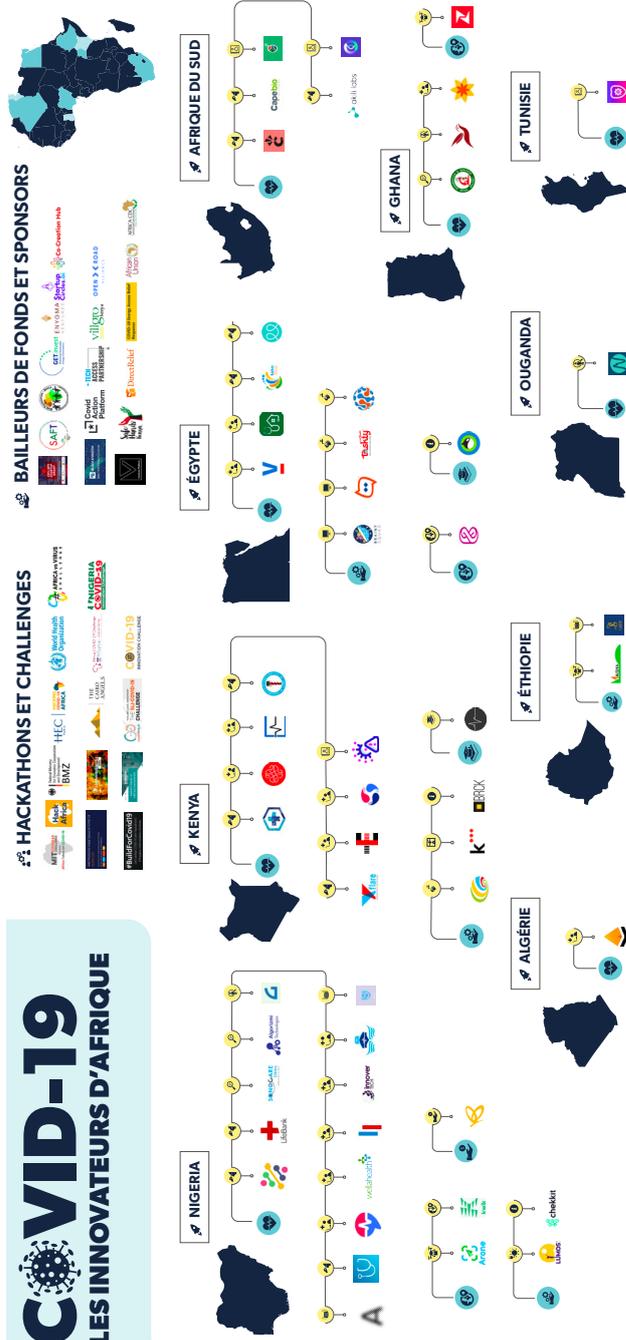
- Khoso, M.** (2021) «Jumia: Amazon of Africa?» Emergent Newsletter, 25 février (<https://reademergent.com/p/jumia-amazon-of-africa-1>).
- Laurer, K. et Lyman, T.** (2015) «Digital financial inclusion: implications for customers, regulators, supervisors, and standard-setting bodies». Note du CGAP. Washington DC : Consultative Group to Assist the Poor (<https://www.cgap.org/research/publication/digital-financial-inclusion>).
- Löwe, A. Njambi-Szapka, S. et Phiona, S.** (2019) *Youth associations and cooperatives: getting young people into work*. Rapport de l'ODI. Londres : ODI (<https://odi.org/en/publications/youth-associations-and-cooperatives-getting-young-people-into-work/>).
- Lunden, I.** (2020) 'Uber says rides down by as much as 70% in cities hardest hit by coronavirus, looks at delivering med'. TechCrunch, 19 mars (<https://techcrunch.com/2020/03/19/uber-coronavirus-update/>).
- Machasio, I.N.** (2020) 'COVID-19 and digital financial inclusion in Africa: how to leverage digital technologies during the pandemic'. Africa Knowledge in Time Policy Brief Issue 1 Number 4 (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34637/COVID-19-and-Digital-Financial-Inclusion-in-Africa-How-to-Leverage-Digital-Technologies-During-the-Pandemic.pdf?sequence=1&isAllowed=y>).
- Mastercard** (2020) *Indice des femmes entrepreneures de Mastercard 2020*. Purchase NY: Mastercard (https://www.mastercard.com/news/media/1ulpy5at/ma_miwe-report-2020.pdf).
- Mercy Corps** (2019) *Towards a digital workforce: understanding the building blocks of Kenya's gig economy. Rapport définitif*. Nairobi: Mercy Corps (https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2020-01/Youth_Impact_Labs_Kenya_Gig_Economy_Report_2019_o_o.pdf).
- Mercy Corps** (2020) *Operating digital gig platforms in different regulatory environments: a comparative assessment of Kenya, Tanzania, and Ethiopia*. Nairobi: Mercy Corps (https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2020-09/Youth-Impact-Labs-report-operating-digital_gig-platforms-different-regulatory-environments.pdf).
- Monsees, L.** (2020) 'Cryptoparties: empowerment in internet security?' *Internet Policy Review* 9(4): 1–19 (<https://doi.org/10.14763/2020.4.1508>).
- Mosabi** (s.d.) 'Mosabi'. Page web. Mosabi (<https://mosabi.co/>).
- Mothobi, O., Schoentgen, A. et Gillwald, A.** (2018) *What is the state of microwork in Africa? A view from seven countries. After Access Paper 2*. Le Cap: Research ICT Africa (https://researchictafrica.net/wp/wp-content/uploads/2018/10/After-Access_The-state-of-microwork-in-Africa.pdf).
- Nations Unies** (2020) Rapport sur la jeunesse: l'entrepreneuriat social des jeunes et l'Agenda 2030. New York: Nations Unies (<https://www.un.org/development/desa/youth/wp-content/uploads/sites/21/2020/07/2020-World-Youth-Report-FULL-FINAL.pdf>).
- Navarrete Moreno, C.** (2017) *Emerging social enterprise ecosystems in East and South African countries: a diagnosis of supporting environments and activity of social enterprises in Kenya, Malawi, Rwanda, South Africa, Tanzania, Uganda and Zambia*. Washington DC : Banque mondiale (<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26672>).
- Ngene, G., Mwaura, J., Ndirangu, A., Wangila, E. et Teyie, A.** (2020) *Insights from digital platforms: the effects of Covid-19 on the lives of digital workers and how development actors can step in to intervene*. Nairobi: Mercy Corps (<https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2020-12/Insights-from-digital-platforms-on-effects%20of-COVID-19.pdf>).

- Njambi-Szlapka, S.** (2020) 'What Kenyan ghost-writers can teach us about prejudice in the digital gig economy'. Page web. ODI Insights (<https://odi.org/en/insights/what-kenyan-ghost-writers-can-teach-us-about-prejudice-in-the-digital-gig-economy/>).
- OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques** (2020) *Advancing the digital financial inclusion of youth*. Paris: OCDE (<https://www.oecd.org/finance/advancing-the-digital-financial-inclusion-of-youth.pdf>).
- OIT – Organisation internationale du travail** (2018) *Femmes et hommes dans l'économie informelle: un panorama statistique, troisième édition*. Genève: Bureau international du travail (https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf).
- OIT** (2020a) *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: Afrique*. Note d'information de l'OIT. Genève: Organisation internationale du travail (https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/WCMS_737670/lang--en/index.htm).
- OIT** (2020b) «COVID-19 crisis and the informal economy: immediate responses and policy challenges». Note de l'OIT. Genève: Organisation internationale du travail (https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_743623.pdf).
- OIT** (2020c) *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: la technologie et l'avenir des emplois*. Genève: Bureau international du travail (https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_737648.pdf).
- OIT** (2021) *Emploi et questions sociales dans le monde: Le rôle des plateformes numériques dans la transformation du monde du travail*. Genève: Bureau international du travail (https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2021/WCMS_771749/lang--en/index.htm).
- Pacte pour les jeunes dans l'action humanitaire** (2020) *COVID-19: travailler avec les jeunes et pour les jeunes*. New York et Genève: FNUAP ET IFRC (<https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COMPACTCOVID19-05.pdf>).
- Partnership for Finance in a Digital Africa et Caribou Data** (2020) *Digital behaviors of Kenyan micro-entrepreneurs: doing business in the age of social commerce*. Farnham: Caribou Digital Publishing (<https://www.financedigitalafrica.org/wp-content/uploads/2020/06/Caribou-Data-Digital-behaviors-of-Kenyan-micro-entrepreneurs.pdf>).
- Porteous, D.** (2020) 'iWorkers: How large is the African market for digital commerce?' BFA Global, 19 février (<https://bfaglobal.com/iworker/insights/iworkers-how-large-is-the-african-market-for-digital-commerce/>).
- Rodriguez, C., Conrad, J., Davico, G. et Lonie, S.** (2019) *The new banking model for Africa: lessons on digitization from four years of operations*. Washington DC et Purchase NY: Société financière internationale et Fondation MasterCard (https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/64306dd2-738c-4fbf-9dcf-a7c6d6f97e87/Longitudinal+study_New+Banking+Model+for+Africa_final.pdf?MOD=AJPERES&CVID=mHZckeH).
- Royer, A.** (2021) «The urgent need for regulating global ghost work». Brookings Techstream, 9 février (<https://www.brookings.edu/techstream/the-urgent-need-for-regulating-global-ghost-work/>).
- Safaricom** (2020) «Safaricom launches lipa na M-Pesa business app». Communiqué de presse, 18 juin (<https://www.safaricom.co.ke/about/media-center/publications/press-releases/release/964>).

- Samuel Hall** (2017) *Youth employment in Kenya: literature review*. Londres: British Council et DFID (<https://www.samuelhall.org/publications/british-council-youth-employment-in-kenya>).
- SFI – Société financière internationale** (2019) «Digital skills in sub-Saharan Africa: spotlight on Ghana». Page web. Washington DC : SFI (https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/industry_ext_content/ifc_external_corporate_site/education/publications/digital+skills+in+sub-saharan+africa).
- Tsibolane, P., van Belle, J-P. and, and Mudavanhu, S.L.** (2018) «Digital gig work in Africa: an exploratory survey» communication faite lors de la Conférence africaine sur l'information et la technologie, juillet 2018, Le Cap (https://www.researchgate.net/publication/327596883_Digital_Gig_Work_in_Africa_An_Exploratory_Survey).
- Tyson, J.** (2020) «Covid-19 and financial access: supporting low-income businesses and households in Africa». Page web. ODI Insights (<https://odi.org/en/insights/covid-19-and-financial-access-supporting-low-income-businesses-and-households-in-africa/>).
- Von Briel, F., Davidsson, P. et Recker, J.** (2018) 'Digital technologies as external enablers of new venture creation in the IT hardware sector' *Entrepreneurship Theory and Practice* 42(1): 47–69 (<https://doi.org/10.1177/1042258717732779>).
- Wakyiku, D.N. et Adong, P.** (2018) *Digitization of SACCOs in Uganda – drivers and impact study*. Nairobi: Mercy Corps (<https://www.mercycorps.org/research-resources/drivers-digitization-saccos-uganda>).
- YouthLAB** (2019) *Youth voices: youth-led social entrepreneurship in East Africa and the Middle East*. Ottawa ON: Digital Opportunity Trust (<https://www.dotrust.org/media/2019/06/Digital-Opportunity-Trust-2019-Youth-Voices-Report.pdf>).
- Zavrazhnyi, K.** (2020) 'Areas for improvement of business models of industrial enterprises in the conditions of digital transformations'. *Entrepreneurship*, 8(1): 74–82 (http://ep.swu.bg/images/pdfarticles/2020/AREAS_FOR_IMPROVEMENT_OF_BUSINESS_MODELS_OF_INDUSTRIAL_ENTERPRISES_IN_THE_CONDITIONS_OF_DIGITAL_TRANSFORMATIONS.pdf).

Annexe 1 Innovations liées au Covid-19 en Afrique

COVID-19 LES INNOVATEURS D'AFRIQUE



GLOSSAIRE DES TERMES ET CLASSIFICATION

PLEINS FEUX SUR



STARTUPS TACKLING COVID

Entreprises qui, soit directement, soit indirectement, exploitent leur produit ou service pour combattre la propagation du virus ou qui apportent du soutien aux personnes touchées par le Covid-19.



SPONSORS ET BAILLEURS DE FOND

Constructeurs de l'écosystème, investisseurs, fonds ou agences sociales qui proposent de l'aide financière ou liée à l'entreprise aux acteurs qui cherchent à enrayer la propagation du virus ou offrent des solutions à celles et ceux qui sont affectés par le Covid-19.



INITIATIVES LIÉES AUX HACKATHONS

Acteurs qui organisent des hackathons et des challenges pour encourager les innovateurs à trouver des solutions pour combattre la propagation du virus ou soutenir les personnes affectées. En général, les prix sont décernés sous forme de financement et/ou de mention d'entreprise.

SECTEURS CLÉS



SANTÉ

Services de prévention, de diagnostic, de traitement, de suivi et de traitement liés au Covid-19.



SERVICES FINANCIERS

Initiatives de soutien financier lancées uniquement pour lutter contre le Covid-19.



ÉDUCATION

Plateforme de partage pour former les acteurs de la santé et leur fournir davantage d'informations sur le Covid-19.



SERVICES DE SOUTIEN CONNEXES

Organisations, projets et initiatives qui diffusent des informations de santé ou qui aident d'autres organisations à travailler le Covid-19 par divers services.



LOGISTIQUE

Transport d'équipement et de personnel médicaux pour lutter contre le Covid-19.



KITS OU CENTRES DE DÉPISTAGE

Organisations qui mettent au point des kits de tests de dépistage ou qui offrent des locaux sûrs pour se faire tester pour le Covid-19.



POINTS DE DÉSINFECTION

Organisations qui offrent des points de désinfection et/ou mettent au point des produits d'assainissement en lien avec le Covid-19.



LIVRAISONS PAR DRONES

Organisations qui utilisent des drones pour livrer de l'équipement médical dans les zones rurales dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.



ÉNERGIE SOLAIRE

Organisations qui fournissent des installations solaires aux centres d'urgence sanitaires dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.



TÉLÉSANTÉ

Consultation en ligne, classes médicales électroniques et services de contact de centres médicaux liés au Covid-19.



SOFTWARE DEVELOPMENT

Organisations qui développent des logiciels de consultation en support d'autres organisations fighting COVID-19.



RECHERCHE DES CONTACTS

Organisations qui mettent au point des applications de recherche des personnes susceptibles d'avoir été exposées au Covid-19.



VÉRIFICATEUR/SUIVEUR DES SYMPTÔMES

Outils qui suivent les symptômes et aident les utilisateurs à décider de quand il convient de faire tester pour le Covid-19.



MASQUES

Organisations qui se sont reconverties à la production de masques faciaux et d'équipement de protection pour contribuer à enrayer la propagation du Covid-19.



INFORMATIONS DE SANTÉ

Organisations qui produisent des contenus éducatifs spécifiquement conçus pour contribuer à diffuser des informations vérifiées sur le Covid-19.



IMPRESSION 3D

Organisations qui impriment de l'équipement médical dans le cadre du Covid-19.



DIAGNOSTICS & SUVI

Organisations qui proposent des services de diagnostic et de suivi pour le Covid-19.

